

ORIGINAL: ANGLAIS
2 mai 1963

COPY
NATO CONFIDENTIEL
RECTIFICATIF 2 au
DOCUMENT
AC/127-D/119

COMITE ECONOMIQUE

RECTIFICATIF 2

au

AC/127-D/119
(en date du 14 mars 1963)

Amendements suggérés par le Délégation des Etats-Unis

Page 4, Paragraphe 4

Supprimer la dernière phrase et la remplacer par:

"Les difficultés économiques intérieures et le sentiment manifesté dans certains milieux soviétiques que l'aide économique n'a pas servi les objectifs du bloc aussi efficacement que prévu, de même que l'absence de nouveaux débouchés, tous ces facteurs ont joué un rôle dans la réduction des nouveaux crédits accordés par le bloc."

Page 5, Paragraphe 5

Supprimer la première phrase et la remplacer par:

"En ce qui concerne l'absence de débouchés, diverses constatations peuvent être faites:"

Page 5, Paragraphe 5, sous-paragraphe (b)⁽¹⁾,

Supprimer le sous-paragraphe et le remplacer par:

"de nouvelles offres d'aide financière très importantes (représentant en totalité près de \$900 millions) ont été rendues publiques au cours du premier semestre 1962, mais aucune acceptation n'a été annoncée. \$500 millions au moins auraient été offerts au Brésil, de même que des sommes importantes à la Bolivie, au Chili et à des pays d'Afrique et d'Asie. La fermeté et le volume de telles offres on peut-être été exagérés. En gonflant le montant de ces offres, les pays du bloc ont sans doute tenté d'obtenir un effet de propagande et il est possible que les éventuels bénéficiaires aient espéré provoquer, de la part des pays occidentaux, une surenchère."

OTAN/NATO
Paris, XVIc.

NATO CONFIDENTIEL

(1) Ancien sous-paragraphe 5 (c) re-numéroté suivant le Rectificatif 1 en date du 17 avril 1963.

d'obtenir pour chaque rouble mis à la disposition des pays moins développés le maximum d'avantages au point de vue de l'économie, de la politique et de la propagande. Dans l'ensemble, il apparaît que l'accroissement des programmes d'aide du bloc a moins été entravé par des problèmes économiques internes que par l'absence de nouvelles possibilités.

5. Diverses considérations semblent confirmer ce point de vue :

- (a) Il est généralement admis qu'un délai minimum de quatre à cinq ans doit s'écouler avant que les nouveaux crédits soient complètement utilisés par les pays bénéficiaires. La cadence d'utilisation des crédits accordés par le bloc est le seul élément de ces crédits qui puisse influencer directement sur d'éventuelles pénuries sur le plan intérieur. Or, les tirages n'ont pas cessé d'augmenter et cette tendance se poursuivra, même si aucun crédit nouveau n'est accordé dans un proche avenir ;
- (b) L'évolution récente fait apparaître une augmentation considérable de l'importance que le bloc soviétique attache à l'assistance technique ; il estime sans doute que ce type d'assistance, tout en étant peut-être moins onéreux, est mieux adapté aux besoins d'un certain nombre de pays insuffisamment développés (particulièrement en Afrique) et qu'il peut donner en échange des sommes dépensées des bénéfices plus grands sur le plan politique et de la propagande ;
- (c) de nouvelles offres d'aide financière importante (représentant au total environ \$ 900 millions) ont été annoncées par le bloc au cours du premier semestre de 1962, mais jusqu'à présent elles n'ont pas été acceptées. Au moins \$ 500 millions auraient été offerts au Brésil et des sommes importantes à la Bolivie, au Chili et à d'autres pays en Afrique et en Asie. Si ces offres étaient acceptées, l'augmentation des nouveaux engagements en matière d'aide retrouverait rapidement sa cadence antérieure ;
- (d) le manque relatif de succès remporté par le bloc dans ses nouveaux efforts de pénétration en Afrique semble provenir surtout d'un changement d'attitude de certains pays d'Afrique (comme la Guinée) concernant l'aide fournie par le bloc, plutôt que d'une hésitation de la part du bloc à accroître son aide économique ;
- (e) en Asie et au Moyen-Orient, un pourcentage important de crédits inutilisés sont toujours à la disposition de divers pays (Egypte, Inde, Afghanistan, Indonésie), rendant superflu l'octroi de tout crédit supplémentaire avant que les sommes déjà disponibles aient été entièrement absorbées ;

- (f) d'autre part, certains parmi les pays qui semblent, aux yeux du bloc, offrir les meilleures perspectives de pénétration économique sont en fait de petits pays (par exemple la Bolivie, la Guyane britannique, certains pays africains) qui ne peuvent à l'heure actuelle absorber utilement qu'une aide relativement faible.

6. Il ne faudrait pas conclure de ce qui précède que le bloc soviétique serait en mesure de soutenir indéfiniment le taux élevé de croissance de ses programmes d'aide, ni qu'il pourrait entrer sérieusement en compétition avec l'aide provenant du monde libre industrialisé. Il semble évident que l'économie du bloc pourrait difficilement supporter dans un proche avenir le coût de "plusieurs Cubas" en même temps, tout en cherchant à atteindre des objectifs intérieurs ambitieux : augmentation du niveau de vie et préparatifs militaires. Les limitations des possibilités d'aide extérieure de l'Union soviétique ont été ouvertement soulignées à diverses reprises au cours de 1962, par le gouvernement soviétique, qui n'a pas cessé d'insister sur le fait que le développement économique intérieur des pays moins développés est une affaire qui concerne au premier chef ces pays eux-mêmes. En outre les pays satellites européens, dont l'économie est dans une plus large mesure que celle de l'URSS tributaire du commerce extérieur, ont peut-être fait valoir que les programmes d'aide et de commerce devraient s'inspirer davantage des besoins économiques du bloc.

7. Les Soviétiques ont toujours prétendu que le commerce constituait le moyen le plus utile pour favoriser le développement des pays moins développés. Il est généralement admis que le volume de ce commerce est étroitement lié à l'augmentation du niveau de vie des pays communistes. Les importations de produits tropicaux (sucre, riz, café, cacao et fruits) dépendent dans une large mesure de cette évolution et une croissance soutenue de la production industrielle à l'intérieur du bloc peut permettre de dégager des exportations de valeur à destination des pays moins développés. Les difficultés économiques à l'intérieur du bloc pourraient fort bien retarder ces développements.

8. Au stade actuel, il est encore impossible d'évaluer dans quelle mesure les récentes difficultés économiques intérieures du bloc sino-soviétique ont pu gêner les efforts déployés par le communisme pour se faire passer pour un modèle de développement économique.

Rect. • la suite

Insérer le nouveau paragraphe 6 suivant :

"6. Toutefois, l'évolution récente indique que le bloc soviétique donne une place croissante à l'assistance technique. La raison en est peut-être que ce type d'assistance est mieux adapté aux besoins de certains pays moins développés (d'Afrique en particulier), et que, par rapport aux dépenses engagées, il est d'un meilleur rendement du point de vue politique et du point de vue de la propagande ; mais il a peut-être aussi la faveur des pays donateurs du fait qu'il entraîne une charge moins lourde pour leurs économies.", et numéroté à nouveau de 7 à 9 les paragraphes suivants.

Page 6

Remplacer les premiers mots du nouveau paragraphe 7 par :

"7. En tout cas, il ne doit pas être conclu que le bloc soviétique serait capable"

PARTIE II

PRINCIPAUX ASPECTS DE L'OFFENSIVE ECONOMIQUE
DU BLOC SINO-SOVIETIQUE

9. Au cours de l'année considérée, certains changements significatifs se sont produits dans les divers types d'activité économique utilisés par le Bloc pour renforcer sa présence dans les régions moins développées du monde libre. Dans les paragraphes suivants qui concernent les divers moyens utilisés - aide économique et militaire, assistance technique et commerce -, nous nous sommes efforcés d'évaluer l'importance de ces moyens pour les pays bénéficiaires.

I. AIDE ECONOMIQUE

(a) Crédits accordés

10. De janvier 1954 au milieu de 1962, le bloc a promis d'accorder aux pays moins développés du monde libre des crédits et des dons au titre de l'aide économique d'un montant total de \$ 4,9 milliards. Sur ce total, 73% ont été accordés par l'URSS, 19% par les pays satellites européens et 8% par la Chine communiste. Ces chiffres représentent une augmentation d'environ \$ 775 millions depuis le milieu de 1961; \$ 475 millions ont été accordés au cours du deuxième semestre de 1961 et \$ 300 millions au cours des six premiers mois de 1962.

11. Les nouveaux engagements de l'Union soviétique ont été ramenés depuis le début de 1961 à environ \$ 500 millions par an, contre \$ 800 millions au cours des deux années antérieures. Les pays satellites européens, qui avaient considérablement accru leur participation à l'offensive économique en 1960 et 1961, la moyenne annuelle des crédits atteignant environ \$ 300 millions, ont offert moins de \$ 70 millions entre janvier et juillet 1962. La Chine communiste n'a octroyé aucun nouveau crédit au cours du premier semestre de 1962 en sus des \$ 145 millions, (moyenne annuelle) accordés en 1960 et 1961.

12. Depuis janvier 1962, de nombreux indices traduisent une certaine réticence de la part du bloc sino-soviétique à accroître ses programmes d'aide économique aux pays moins développés qui avaient déjà accepté des crédits antérieurs. Alors que des déclarations officielles soviétiques soulignent que l'URSS ne peut être considérée comme une source intarissable pour l'octroi de l'aide économique, et mettent l'accent sur la nécessité pour les pays insuffisamment développés d'asseoir principalement leur progrès économique sur leurs propres ressources intérieures, de nouvelles offres importantes

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

totalisant \$ 900 millions ont été faites à divers pays (Bolivie, Brésil, Chili, Maroc, Niger, Iran, Thaïlande) dans lesquels l'aide antérieure du bloc avait été extrêmement faible ou avait même été refusée.

13. Au cours du deuxième semestre de 1961, de nouveaux crédits importants ont été accordés à l'Asie et à l'Afrique. L'Afghanistan (\$ 196 millions), l'Indonésie (\$ 60,5 millions), l'Inde (\$ 37,2 millions), le Ghana (\$ 95 millions), la Tunisie (\$ 38 millions) et le Soudan (\$ 22 millions) entrent pour plus de 90% dans le total des nouveaux crédits accordés. Comme l'octroi de nouveaux crédits a eu tendance à fléchir depuis janvier 1962, presque 90% de l'aide supplémentaire fournie par le bloc au cours du premier semestre de 1962 a été dirigée sur trois pays seulement : l'Afghanistan (\$ 104 millions), Cuba (\$ 100 millions) et l'Egypte (\$ 57,4 millions).

(b) Tirages

14. En dépit du fléchissement très prononcé du volume des nouveaux engagements au titre de l'aide, la plupart des programmes d'assistance économique antérieurement établis sont maintenant entrés dans une phase de mise en oeuvre active. Les tirages sur les crédits en cours nécessitent, de la part des pays du bloc, une contribution plus importante s'ils désirent honorer leurs engagements et apparaître comme une source potentielle d'assistance sur lesquels les pays moins développés puissent compter. C'est pourquoi il semble que cette tendance se poursuivra, au besoin au détriment de nouvelles promesses d'assistance au cours des prochains mois. Au 30 juin 1962, sur \$ 4,9 milliards de crédits accordés, le total accumulé des crédits en cours représentait environ les trois-quarts de ce chiffre, et \$ 1,2 milliard seulement des crédits du bloc sino-soviétique avaient été jusqu'alors effectivement utilisés.

15. Le taux d'utilisation des ressources financières mises à la disposition des pays moins développés par les satellites européens a été un peu plus rapide que les tirages sur les crédits de l'URSS. Vers le milieu de 1962, sur un total d'environ \$ 923 millions de crédits offerts au titre de l'aide économique par les pays satellites européens, environ \$ 675 millions n'avaient pas encore été utilisés (73%). Sur \$ 3.550 millions de crédits accordés par l'URSS, \$ 2.675 millions n'avaient pas encore été utilisés (75%). L'assistance financière de la Chine communiste, qui a commencé en 1956, a jusqu'à présent été utilisée pour un montant représentant environ 19% du total de l'aide accordée.

16. Jusqu'à la fin de 1961, les tirages (c'est-à-dire les livraisons d'équipement et la mise en oeuvre effective de l'assistance technique) ont été extrêmement faibles si on les compare au PNB des pays du bloc. Ils n'ont jamais dépassé 0,1%

du PNB de l'URSS et représentaient en 1961 une fraction encore plus faible du PNB combiné des autres pays du COMECON et de la Chine communiste. La forte augmentation prévue pour 1962, qui pourrait porter le total annuel des tirages au voisinage de \$ 450 millions, ne représentera pas plus de 0,2% du PNB de l'URSS, et un pourcentage inférieur du PNB des pays satellites européens et de la Chine communiste.

17. La région où ces crédits ont été utilisés le plus activement est le Moyen-Orient : le Yémen a utilisé près des deux-tiers du total de l'aide octroyée par le bloc, la Syrie et l'Égypte plus d'un tiers. En Asie, le Cambodge a déjà utilisé près de la moitié du total des crédits et des dons accordés par le bloc. L'Afghanistan a utilisé environ 30% des crédits. L'utilisation effective de l'aide économique du bloc représente près d'un quart de l'aide accordée dans le cas de l'Inde et un cinquième dans celui de l'Indonésie. C'est en Afrique que les tirages sur les crédits accordés par le bloc ont jusqu'à présent été les plus faibles, avec toutefois une exception notable, la Guinée, où 36% des crédits accordés avaient été utilisés dès le milieu de 1962. L'ensemble de l'Afrique n'a utilisé qu'un peu plus du huitième de l'aide accordée par le bloc. Sur le total de l'aide promise par le bloc à Cuba, moins d'un dixième avait été utilisé par ce pays au milieu de 1962.

18. Cette répartition géographique des tirages jusqu'au milieu de 1962 reflète le développement chronologique des initiatives sino-soviétiques dans le domaine de l'aide économique depuis 1954. Initialement dirigée vers le Moyen-Orient et certains pays d'Asie spécialement choisis, l'aide du bloc est relativement récente pour ce qui est de l'Afrique et de Cuba et il faut s'attendre qu'elle se renforce au cours des prochaines années, à moins que les pays donateurs ou les pays bénéficiaires ne décident de modifier d'une manière radicale leur attitude à l'égard de l'aide économique du bloc.

(c) Remboursements

19. Les remboursements des crédits du bloc au titre de l'aide économique ont été estimés vers le milieu de 1962 à un total d'environ \$ 165 millions, soit environ 14% des tirages. Plus des trois quarts des remboursements ont été effectués par l'Inde, l'Indonésie, l'Égypte et la Yougoslavie. Si l'on considère que ces remboursements augmenteront à la même cadence que les tirages, le coût financier net pour le bloc en marchandises et en services fournis au titre de ces programmes d'aide représentera encore 86% des tirages.

(d) Procédure en matière d'aide

20. Au début de 1962, le Gouvernement de l'Union soviétique a annoncé la création d'une Commission spéciale (Commission d'Etat pour les Affaires Economiques Extérieures) à l'échelon supra-ministériel rattachée directement au Présidium du Conseil des Ministres et chargée de coordonner l'activité intérieure soviétique concernant l'aide aux pays étrangers. Cette nouvelle commission s'ajoute au Comité de l'aide à l'étranger, qui existe déjà mais à un échelon inférieur (Comité d'Etat pour les relations économiques avec l'étranger).

21. Certains changements significatifs dans la procédure en matière d'aide fournis par le bloc ont été signalés; ils traduisent une tendance à la diversification et à la souplesse du programme d'aide. C'est ainsi que l'URSS a jugé nécessaire de fournir des produits destinés à la vente sur les marchés intérieurs d'un certain nombre de pays moins développés, afin d'accroître les disponibilités monétaires du pays indispensables à l'exécution des projets de développement inscrits dans les programmes d'aide du bloc. Au cours de la période considérée, l'URSS a conclu des accords à cet effet avec Ceylan, la Guinée, l'Indonésie, le Népal et la République de Somalie, en vue de parer au danger de voir les pays bénéficiaires ralentir la cadence de leur programme de développement par suite de leur inaptitude ou de leur refus à affecter des ressources internes en quantité suffisante aux projets à entreprendre avec l'aide extérieure.

(e) Importance des programmes d'aide du bloc pour les pays bénéficiaires

22. Les programmes d'assistance économique sino-soviétiques, en se concentrant sur un certain nombre de secteurs choisis, ont réussi à fournir une contribution appréciable au développement économique des quelques pays qui sont les principaux bénéficiaires de cette aide. Dans d'autres pays, où l'assistance sino-soviétique ne joue qu'un faible rôle du point de vue du développement, les programmes d'aide permettent au bloc de prendre pied dans le pays et de s'y manifester d'une manière symbolique.

23. Parmi le premier groupe de principaux pays bénéficiaires, le cas le plus spectaculaire est sans conteste celui de Cuba, dont la vie économique dépend maintenant presque exclusivement de l'aide et du commerce du bloc. De février 1960 jusqu'à la fin de juillet 1962, ce pays a reçu du bloc des crédits équivalant à plus de \$ 60 par habitant, destinés à tous les secteurs économiques vitaux: mécanisation de l'agriculture, prospection et exploitation des ressources naturelles, développement industriel, assistance technique, etc.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

24. L'Afghanistan qui fut le premier pays à recevoir de l'URSS une aide économique (à la fin de 1953), a récemment été mis en vedette une fois de plus. Le montant total des crédits accordés à ce pays a plus que doublé au cours de la période considérée, atteignant \$ 515 millions, soit \$ 37 par habitant, chiffre d'autant plus considérable étant donné le retard de l'économie afghane. En outre, l'Afghanistan a reçu le plus grand nombre de techniciens civils du bloc que l'on ait jamais vu dans un seul pays (2320), soit près de 25% de tous les techniciens civils sino-soviétiques à l'étranger.

25. En Afrique, les efforts du bloc en matière d'aide se sont surtout concentrés sur trois principaux pays bénéficiaires : Guinée, Ghana et Mali. En Guinée, où l'aide fournie par le bloc atteint plus de \$ 40 par habitant, les derniers événements n'ont pas été favorables à l'accroissement de la pénétration communiste. Au Ghana, l'importance du programme d'aide de l'URSS a plus que doublé depuis le dernier rapport et, en conséquence, le Ghana est devenu le plus gros bénéficiaire africain de l'aide financière du bloc, ayant accepté \$ 196 millions (\$ 28 par habitant).

26. En Asie, l'aide économique du bloc accordée à l'Indonésie a atteint au total \$ 641 millions; cependant, étant donné la forte population de ce pays, ce chiffre représente moins de \$ 7 par habitant. Le total de l'aide promise à l'Inde atteint maintenant \$ 950 millions, plaçant l'Inde au premier rang des pays bénéficiaires. Toutefois, les besoins d'assistance financière dans le cadre du plan quinquennal actuel sont extrêmement élevés, si bien que la participation de l'URSS ne représente qu'environ 9% du total des besoins en aide extérieure. Aucun nouveau développement spectaculaire n'est à signaler, mais grâce à la mise en oeuvre de son programme d'aide actuel, le bloc continue à faire sentir sa présence en Inde.

27. Au Moyen Orient, l'Egypte, l'Irak et la Syrie ont continué à tirer sur les crédits précédemment accordés. Dans ces trois pays, l'aide fournie par le bloc joue un rôle important dans la mise en oeuvre des plans de développement économique.

28. Dans un grand nombre de pays moins développés, l'aide du bloc joue un rôle faible ou nul dans le développement économique général. Bien souvent l'aide a été acceptée comme un moyen de manifester son indépendance à l'égard de l'Occident, ou de faire preuve de neutralisme. Lorsque le bloc offre une aide afin de prendre pied dans le pays et amorcer une éventuelle pénétration, cette aide concerne principalement des travaux d'infrastructure. Dans certains cas, les crédits acceptés ont été assez considérables - Argentine (\$ 104 millions), Ethiopie (\$ 114 millions) - mais aucun projet n'a été exécuté; dans d'autres pays, ou un deux projets financés par le bloc ont été jusqu'à présent acceptés (Bolivie, Chypre, Pakistan, Maroc, Iran, Brésil).

29. Enfin, dans un certain nombre de pays, l'importance des programmes d'aide du bloc a une signification économique plus grande, sans toutefois jouer un rôle considérable dans les projets de développement de ces pays (Somalie, Tunisie, Yémen, Soudan, Népal, Ceylan, Birmanie, Cambodge).

II. AIDE MILITAIRE

(a) Crédits accordés et tirages

30. Quatre nouveaux accords relatifs à l'aide militaire ont été signés depuis le milieu de 1961. Le plus important, d'un montant de \$ 70 millions, a été signé au milieu de 1962 par l'Union Soviétique et l'Indonésie. Avant la fin de 1961, l'URSS a également conclu un accord supplémentaire de livraison d'armes avec l'Irak, d'un montant d'au moins \$ 50 millions, suivi en février 1962 par un accord avec la Syrie. Le montant de ce dernier arrangement n'est pas connu, mais il pourrait atteindre \$ 40 millions. Au début de 1962 un accord soviéto-marocain d'un montant d'environ \$ 4 millions complète la liste des nouveaux accords concernant l'aide militaire.

31. La valeur globale des fournitures et matériels militaires déjà livrés ou promis au titre des accords militaires du bloc avec onze pays moins développés (Indonésie, Egypte, Irak, Syrie, Cuba, Afghanistan, Yémen, Guinée, Maroc, Soudan et Mali) atteignait au total environ \$ 2,5 milliards au milieu de 1962. Si l'on déduit les versements initiaux, l'assistance financière à des fins militaires s'élève à environ \$ 2,4 milliards, dont \$ 0,6 milliard pour les dons et rabais et \$ 1,8 milliard pour les crédits.

32. Des livraisons importantes d'équipement et de fournitures militaires soviétiques se sont poursuivies pendant toute la période considérée, en exécution d'accords conclus depuis 1960. L'Indonésie est encore le principal bénéficiaire de ces accords, recevant 40% du total des armes et des équipements militaires soviétiques livrés ou promis jusqu'à présent aux pays moins développés du monde libre, y compris Cuba. Le Moyen-Orient, où l'Irak, la Syrie et l'Egypte ont conclu de nouveaux accords militaires en 1961 et 1962, a reçu une plus grande quantité de matériel militaire. L'Irak et l'Egypte recevront un plus grand nombre d'avions à réaction perfectionnés, de chars et d'autres armements terrestres, ainsi que des engins air/air et sol/air. Cuba et l'Afghanistan ont également reçu un complément de fournitures militaires.

33. Le bloc soviétique a livré des armes classiques de presque tous les types pour la guerre sur terre, sur mer et dans les airs. La source principale d'aide militaire a été l'URSS, représentant les trois quarts de l'assistance ainsi fournie. Le reste a été livré en majeure partie par la Tchécoslovaquie. Contrairement à l'aide économique, environ 75% de toutes les armes commandées ont été effectivement livrées et les commandes non satisfaites concernent des matériels

nécessitant un long délai de production (navires de guerre) ou des matériels pour lesquels le personnel utilisateur n'est pas encore formé (chasseurs à réaction modernes). Dans bien des cas, les livraisons d'armes ont commencé quelques semaines seulement après la signature du contrat.

(b) Remboursements

34. On estime à environ \$ 655 millions le montant des crédits d'aide militaire déjà remboursés au bloc. Ces remboursements représentent plus de 35% du total des crédits militaires accordés. L'Egypte a probablement remboursé plus de \$ 370 millions et l'Indonésie environ \$ 120 millions.

(c) Importance de l'aide militaire pour les pays bénéficiaires

35. L'aide militaire de l'URSS a été concentrée principalement dans six pays : l'Indonésie (\$ 1 milliard), l'Egypte (plus de \$ 500 millions), l'Irak (\$ 300 millions), la Syrie (\$ 280 millions), l'Afghanistan (\$ 100 millions) et Cuba (\$ 100 millions). Au cours de la période de tension au sujet de la Nouvelle-Guinée occidentale, le renforcement du potentiel militaire de l'Indonésie (forces navales, aériennes et terrestres) s'est effectué essentiellement grâce à l'aide de l'URSS, qui a fourni plus de \$ 1 milliard, y compris les rabais et les diminutions de prix, estimés à près de \$ 200 millions. Les armées égyptienne, irakienne et syrienne sont toutes trois devenues tributaires dans une large mesure des livraisons d'équipement soviétique, chacun de ces trois pays utilisant de grandes quantités de matériel pour les forces terrestres, ainsi que des avions de chasse. L'Egypte et l'Irak reçoivent actuellement des chasseurs MIG.21 et des bombardiers à réaction à moyen rayon d'action TU.16, en plus d'engins défensifs de divers types. L'aide militaire à l'Afghanistan, qui bénéficie surtout aux forces terrestres, mais comprend également des livraisons de bombardiers légers et de chasseurs à réaction, rend ce pays de plus en plus tributaire de l'aide et du matériel soviétiques pour la constitution de ses forces armées. L'aide à Cuba atteignait déjà plus de \$ 100 millions au milieu de 1962, mais des cargaisons anormalement importantes ont commencé à arriver à La Havane après cette date.

36. L'aide soviétique en matière de livraisons d'armes a permis à un certain nombre de ces pays de se doter d'une force armée qui pourrait représenter un danger pour les pays voisins; l'URSS accroît son programme dans le sens de la complexité, tout en renforçant le potentiel technique des pays bénéficiaires pour qu'ils puissent absorber des types d'armes plus perfectionnés.

37. La plupart des autres pays bénéficiaires ont obtenu, en quantités moins importantes, du matériel destiné surtout aux forces terrestres. C'est le cas de la Guinée, du Mali et du Yémen. Le Maroc et l'Inde ont reçu du matériel pour les forces aériennes, le premier quelques chasseurs à réaction, le second des avions de transport et des hélicoptères. (1)

III. ASSISTANCE TECHNIQUE

38. Divers indices traduisent l'importance accrue que le Bloc attache aux efforts qu'il déploie pour augmenter son influence dans les pays moins développés en leur accordant une assistance technique et en permettant à un nombre croissant de stagiaires militaires et techniques et d'étudiants de ces pays de s'instruire et d'acquérir une expérience pratique dans les pays communistes ou dans des instituts créés dans leurs pays avec l'assistance du bloc et généralement dotés d'un personnel soviétique.

39. Contrairement à la pratique suivie antérieurement par les soviétiques, au cours du 1er semestre de 1962 cinq pays africains au moins ont conclu des accords techniques qui étaient distincts des principaux accords de crédits d'aide économique. Une importance toute spéciale a été accordée à l'assistance technique soviétique utilisée pour la création de fermes d'Etat et pour le développement de coopératives agricoles. Bien que ce type particulier d'assistance ait déjà été accordé à quelques pays d'Asie, il n'a jamais représenté une part aussi importante du programme d'aide du bloc dans ces pays, et les projets d'assistance technique n'ont jamais été aussi rapidement mis en oeuvre, que dans les pays d'Afrique.

40. Signalons une autre innovation remarquable datant de 1962 : la formation préliminaire, sous la conduite de techniciens soviétiques, dans des établissements industriels construits dans les pays moins développés avec l'assistance financière du bloc. Avec ce nouveau système, les techniciens soviétiques assureront la formation d'ingénieurs indiens dans leur pays, avant leur départ pour l'URSS, ainsi que d'ingénieurs cingalais qui pourront être ultérieurement employés dans l'usine de laminage que l'URSS s'est engagée à construire à Ceylan. Il faut signaler en particulier que des techniciens cingalais seront formés dans l'aciérie de Bhilai créée en Inde avec l'aide financière de l'URSS. Cette nouvelle méthode

(1) Les incidents de frontière sino-indiens ont retardé la livraison promise de chasseurs MIG.21 et la création d'une usine pour la construction de ces appareils en Inde.

diminue la durée et le coût de la formation, tout en augmentant les services rendus par les techniciens du bloc qui sont déjà à l'oeuvre dans les pays moins développés.

41. Le nombre de techniciens du bloc, militaires et civils, a continué à augmenter rapidement, passant de 6790 au milieu de 1960 à 9685 au milieu de 1961 et atteignant 12.105 au milieu de 1962; ces chiffres traduisent l'accélération de l'exécution du programme d'aide économique et des activités d'aide militaire. Le nombre des techniciens militaires a augmenté de plus de 40% par rapport au semestre précédent, atteignant 2540, alors que le nombre des techniciens civils n'a augmenté que de 14%, atteignant le chiffre de 9565.

(a) Techniciens civils

42. Au cours du premier semestre de 1962, 69% des 9.565 techniciens civils du bloc se trouvant dans les pays moins développés venaient de l'URSS, 22% des satellites européens, et 9% de la Chine communiste. Plus de la moitié des techniciens soviétiques travaillaient dans des pays d'Asie. Le Moyen-Orient absorbe un quart du total de techniciens soviétiques, dont 700 se trouvent en Egypte et 655 en Irak; ces deux pays se trouvent en tête de la liste. 15% des techniciens soviétiques résident en Afrique, principalement en Guinée (495), au Ghana (225) et au Mali (100). En Amérique latine, 600 experts soviétiques se trouveraient à Cuba, sur un total de 605 résidant dans cette région.

43. La répartition géographique des techniciens provenant des pays satellites européens révèle que plus de 37% d'entre eux se trouveraient en Afrique; en Guinée leur nombre (540) dépasse celui des techniciens soviétiques, alors qu'en Tunisie on ne signale aucun expert du bloc autre que ceux des pays satellites européens. L'autre région du globe où les pays satellites européens jouent un rôle extrêmement actif est le Moyen-Orient, qui absorbe encore 30% du nombre d'experts, suivi par l'Amérique latine, où, en plus des 500 experts provenant des pays satellites qui travailleraient à Cuba, quelques experts se trouvent en Argentine, au Brésil et au Chili. Il n'y a que cinq pays d'Asie où des experts des satellites européens occupent des fonctions : 90% d'entre eux sont en Inde et en Afghanistan.

44. Un certain nombre d'experts de Chine communiste se trouvent dans trois pays d'Asie, Népal, Cambodge et Birmanie. Vers le milieu de 1962 il y avait encore au Yémen environ 500 manoeuvres en provenance de Chine communiste et des Chinois ont rejoint les autres techniciens du bloc à Cuba, en Guinée et au Mali.

(b) Conseillers militaires

45. La moitié des 2.540 conseillers militaires du bloc signalés dans les pays moins développés au cours du premier semestre de 1962 se trouvent au Moyen-Orient, et un tiers en Asie. Vers le milieu de 1962, 400 techniciens militaires étaient signalés à Cuba. L'Afrique n'absorbe que 65% du total. C'est l'Indonésie et l'Egypte qui ont le plus bénéficié de la forte augmentation du nombre de conseillers militaires survenue récemment; ce fait s'explique par l'exécution massive des accords militaires conclus précédemment. De légères augmentations ont également été signalées en Afghanistan et en Irak.

(c) Stagiaires en provenance des pays moins développés se trouvant dans les pays du bloc

46. Deux pays communistes au moins - l'URSS et la Tchécoslovaquie - ont construit il y a déjà quelque temps des universités spéciales réservées exclusivement à la formation d'étudiants en provenance des pays moins développés. Le nombre des étudiants et stagiaires techniques en provenance de ces pays qui ont suivi des cours de formation dans les pays communistes a augmenté rapidement, mais la plus forte augmentation concerne le domaine de la formation militaire. Entre 1955 et 1960, près de 11.700 ressortissants des pays moins développés se sont rendus dans les pays du bloc sino-soviétique. Sur ce chiffre, près de 4.600 devaient subir une instruction militaire. Vers le milieu de 1962, le nombre total de stagiaires atteignait environ 27.000, dont 10.000 stagiaires militaires. Cinquante-quatre pays moins développés envoient maintenant des étudiants dans les institutions universitaires et professionnelles du bloc. Près de 70% du total des stagiaires envoyés dans les pays du bloc proviennent de cinq pays seulement (Cuba, Inde, Indonésie, Irak et Egypte). Au total, 9.680 ressortissants de pays moins développés, dont 70% viennent d'Indonésie et d'Egypte, ont reçu ou reçoivent actuellement une instruction militaire.

(d) Création d'instituts techniques dans les pays moins développés

47. Un intérêt de plus en plus grand a été porté à la création d'instituts et de centres de formation dans divers pays moins développés. Dans le passé, certains types de centres de formation, d'instituts techniques ou de laboratoires dans divers pays d'Asie et du Moyen-Orient figuraient sur la liste des projets devant recevoir une aide financière de l'URSS (Inde, Birmanie, Cambodge, Indonésie, Egypte). Récemment, l'attention s'est portée vers ce domaine particulier en Afrique. En général, l'URSS aidera à construire les bâtiments

de l'institut, en prenant quelquefois à sa charge l'ensemble des frais, fournissant l'équipement et procurant la majeure partie sinon la totalité du personnel nécessaire. Dans plusieurs pays, une institution construite par le bloc sera le principal ou même le seul centre assurant une formation technique.

IV. ECHANGES COMMERCIAUX

48. Au cours de 1961, les échanges commerciaux du bloc sino-soviétique avec les pays moins développés (1) ont continué à suivre la tendance à la hausse qui avait commencé en 1954. Le chiffre total du commerce du bloc avec cinquante-deux pays moins développés situés hors d'Europe atteignait \$ 0,7 milliard en 1954, \$ 1,8 milliard en 1959, \$ 2,2 milliards en 1960 et \$ 2,9 milliards en 1961, soit une augmentation de 23% en 1960 et de 30% en 1961. Les échanges commerciaux du bloc avec Cuba représentant à eux seuls 70% de l'augmentation enregistrée en 1961. Sans Cuba, la valeur totale des échanges commerciaux du bloc en 1961 avec les pays moins développés a augmenté à une cadence plus lente (environ 9%) qu'au cours des années antérieures (20%).

49. Cuba est maintenant intégré dans le système économique sino-soviétique. Au cours de 1961, 80% du total de ses échanges extérieurs se sont effectués avec le bloc (contre 20% en 1960 et 1,5% en 1959) et il est probable que cette proportion augmentera encore en 1962. Les échanges avec Cuba représentaient en 1961 30% du commerce total du bloc avec les pays moins développés (11% en 1960).

50. Mis à part le cas de Cuba, qui est exceptionnel, l'augmentation du chiffre global des échanges commerciaux en 1961 a été d'environ 20% pour l'URSS (2), et de 6,5% pour les pays satellites européens, tandis que les échanges avec la Chine communiste diminuaient d'environ 12%. Ces pourcentages traduisent la tendance persistante à la baisse du cours des principaux produits de base, qui affecte un certain nombre de ceux qui sont importés par le bloc (par exemple, cacao, coton, tabac et caoutchouc). Alors que la valeur des importations du bloc en provenance d'Indonésie et de Malaisie, qui se composent pour plus de 90% de caoutchouc, a diminué, le volume

-
- (1) Dans ce qui suit, l'expression "pays moins développés" comprend tous les pays moins développés situés hors d'Europe.
- (2) Estimations occidentales basées sur des renseignements statistiques fournis par les divers pays moins développés du monde libre.

du caoutchouc importé de ces pays considérés ensemble a augmenté de 30%. La valeur des importations de cacao du Ghana a fléchi de plus de 50%, mais le volume de ces importations par le bloc n'a baissé que de 40%.

51. Le rôle joué par l'URSS dans le commerce du bloc avec les pays moins développés n'a cessé de s'accroître. Alors qu'en 1954, près de 45% du commerce était effectué par les pays satellites européens, 30% par la Chine communiste et 25% seulement par l'URSS, en 1961 les proportions ont été les suivantes: l'URSS, environ 43%; pays satellites européens, 38%; Chine communiste, 19%.

52. Cuba excepté, les pays moins développés dans lesquels les échanges avec le bloc représentent une part importante du commerce extérieur sont à peu près les mêmes que ceux qui sont mentionnés dans les rapports précédents. En 1961, 43% des exportations de l'Egypte ont été dirigées vers le bloc, dont provenaient 24% de ses importations. Le commerce de l'Afghanistan avec le bloc a représenté environ un tiers de ses exportations totales et le bloc lui a fourni environ 40% de ses importations. 25% des exportations totales de la Syrie se sont dirigées vers le bloc, dont elle a reçu environ 10% de ses importations. Le Soudan a effectué 11% de ses échanges commerciaux avec le bloc, l'Indonésie et le Cambodge environ 10%. Les exportations de la Birmanie à destination du bloc (surtout du riz exporté en Chine communiste) ont fortement augmenté en 1961, atteignant près de 19% de ses exportations totales, mais, au cours de l'année considérée, la Birmanie a réduit ses importations en provenance du bloc à \$ 25 millions, soit environ 12% de ses importations totales.

(a) Les échanges commerciaux de l'URSS avec les pays moins développés

53. Selon les statistiques du Ministère du commerce extérieur de l'URSS, le total du commerce extérieur de l'Union soviétique en 1961 a augmenté de 5,7, mais les échanges commerciaux avec les pays moins développés sont passés de 903 millions de roubles en 1960 à 1.450 millions de roubles en 1961. Ces échanges, qui en 1960 représentaient 9% du commerce extérieur de l'URSS avec l'ensemble du monde, ont atteint 14% en 1961; ils dépassent maintenant à la fois le commerce avec les pays de l'OTAN et avec la Chine communiste.

54. Les exportations à destination des pays moins développés ont augmenté à un rythme plus rapide que les importations en provenance de ces pays. En 1961, ceux-ci ont absorbé 31% de toutes les exportations soviétiques de machines et d'équipement industriel et agricole, y compris les livraisons au reste du monde (pays communistes compris), contre 11% en 1960.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

55. Les importations en provenance des pays moins développés ont encore dépassé les exportations soviétiques de 109,5 millions de roubles. Une partie de cet excédent représente des remboursements en marchandises au titre de l'aide économique et militaire. (1). Une autre raison essentielle expliquant le déséquilibre du commerce extérieur soviétique doit être cherchée dans l'augmentation considérable des importations de caoutchouc de Malaisie, alors que les exportations soviétiques à destination de ce pays sont peu importantes.

56. La liste officielle des partenaires commerciaux de l'URSS en 1961 comprend 36 pays moins développés situés hors d'Europe ; les pays qui y ont été ajoutés le plus récemment sont la Libye, le Togo, le Mali et le Pérou. Près de 70% du commerce de l'Union Soviétique avec les pays moins développés se fait avec quatre d'entre eux seulement : Cuba (36%), Egypte (13%), Malaisie (11%) et Inde (10%).

57. L'accroissement spectaculaire des échanges commerciaux de l'URSS avec les pays moins développés provient surtout du développement exceptionnel du commerce avec Cuba, qui atteint un volume 3,5 fois plus élevé en 1961 par rapport à 1960. En 1961, Cuba est devenu le septième partenaire commercial de l'URSS, parmi les plus importants, venant immédiatement après la Zone d'occupation soviétique en Allemagne, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Chine Communiste, la Bulgarie et la Roumanie. Le commerce de l'URSS avec Cuba représente 5% du total du commerce extérieur de l'URSS et plus d'un tiers du commerce de l'URSS avec les pays moins développés. L'Union Soviétique a importé 3.345.000 tonnes de sucre de Cuba, soit 96% du total des importations en provenance de ce pays. 22% des exportations soviétiques à destination de Cuba se composaient de machines et d'équipement pour l'agriculture et l'industrie et 17% de pétrole et de produits pétroliers. Les autres exportations soviétiques à destination de Cuba comportaient des engrais (5%) et de l'acier (5%).

58. Le commerce de l'URSS avec l'ensemble des pays d'Amérique latine, autres que Cuba, est resté au même niveau qu'en 1960. Les exportations soviétiques en Argentine ont fléchi davantage que les importations en provenance de ce pays. Les exportations de machines et d'équipement industriel soviétiques à destination de l'Argentine représentent l'un des quelques cas reflétant un déclin en 1961 par rapport à 1960. L'URSS a surtout importé d'Argentine des cuirs et peaux, des huiles végétales et de la laine. En 1961, le Brésil est devenu le deuxième principal partenaire commercial latino-américain de l'URSS. L'accroissement du chiffre total des échanges avec

(1) Il y a lieu de noter que les livraisons d'armes et de matériel militaire ne figurent pas dans les statistiques soviétiques des exportations.

ce pays est due essentiellement à une forte augmentation des importations, surtout de café, de coton et de cacao. Le commerce avec l'Uruguay, le Pérou et le Mexique a représenté moins de 2% du Commerce soviétique avec les pays d'Amérique latine.

59. Jusqu'à la fin de 1960, c'est avec l'Asie que l'Union Soviétique avait effectué la majeure partie de ses échanges commerciaux à destination des pays moins développés, mais en 1961, l'Asie a cédé la place à l'Amérique latine. Dans cette région le fait le plus notable a été l'augmentation de 50% du chiffre total des échanges avec la Malaisie, plaçant ce pays en tête de la liste des partenaires commerciaux du bloc en Asie. Ce fait est dû à l'augmentation considérable des achats de caoutchouc naturel malais par l'Union Soviétique et cette tendance aurait été encore plus marquée si les cours du caoutchouc naturel n'avaient pas fléchi au cours de la période considérée. Le déficit de la balance commerciale de l'URSS avec la Malaisie a donc continué à augmenter, les exportations soviétiques à destination de ce pays ne représentant qu'une fraction presque négligeable des importations de caoutchouc par l'URSS. Il est probable que ces importations se poursuivront au cours des prochaines années, même si la production de caoutchouc synthétique en Union Soviétique augmente conformément au plan.

60. Parmi les partenaires commerciaux les plus importants de l'URSS en Asie, l'Inde occupe la place suivante. Le taux d'accroissement du total de ses échanges commerciaux avec l'URSS a été plus élevé en 1961 que le taux moyen pour toute l'Asie. Plus de la moitié des exportations soviétiques à destination de l'Inde comprenaient des machines et de l'équipement industriel; elles ont plus que doublé en 1961 par rapport à 1960, ce qui s'explique en partie par le maintien du programme d'assistance économique de l'URSS. Les importations de l'URSS en provenance de l'Inde se sont maintenues à peu près à leur niveau de 1960. Elles étaient constituées principalement de thé (25%) de toile à sacs et de jute (20%), de cordages, filets de pêche et fibres synthétiques (20%), de poivre et épices (11%), de peaux brutes (10%).

61. Les exportations de machines et d'équipement industriel soviétique à destination de l'Indonésie entrent pour environ 70% dans le total des exportations soviétiques à destination de ce pays; elles ont presque doublé en 1961 par rapport à 1960, assurant presque l'équilibre avec les importations soviétiques de caoutchouc naturel d'Indonésie. Une tendance analogue apparaît dans le commerce de l'URSS avec l'Afghanistan, où, en 1961 l'augmentation des exportations de l'URSS représentait une valeur double de celle des importations en provenance de ce pays. Le commerce global de l'URSS avec la Birmanie, le Cambodge, Ceylan, le Pakistan et la Thaïlande représentait moins de 10% du total du commerce de l'URSS avec les pays d'Asie.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

62. Le commerce de l'URSS avec le Moyen-Orient n'a augmenté que dans une faible mesure par rapport à 1960. Le partenaire commercial le plus important est de loin l'Egypte, qui représente environ 64% du commerce total de l'URSS avec les pays de cette région. Le fléchissement des importations de l'URSS en provenance d'Egypte est dû dans une large mesure à la mauvaise récolte de coton; il a été compensé par une augmentation des exportations soviétiques comprenant essentiellement des machines et de l'équipement industriel (40%), du pétrole brut et des produits pétroliers (19%), et du bois et du papier (13%). La mise en oeuvre du programme d'aide économique soviétique en Irak a eu pour conséquence une augmentation des exportations soviétiques de machines et d'équipement, représentant les deux-tiers des exportations totales soviétiques vers ce pays, et s'est traduite par la persistance d'un solde créditeur considérable par rapport aux importations soviétiques de dattes d'Irak. Les échanges avec l'Iran se sont maintenus sensiblement au même niveau qu'en 1960. Les échanges de l'URSS avec la Syrie ont accusé un fléchissement des importations soviétiques, compensé par une augmentation des exportations parmi lesquelles les machines, l'équipement et les produits pétroliers ont prédominé. Le Liban, Chypre et le Yémen ont absorbé moins de 5% des échanges de l'URSS avec le Moyen-Orient.

63. En 1961, les échanges commerciaux de l'URSS avec l'Afrique représentaient environ 1% du total du commerce extérieur soviétique et moins de 8% du commerce extérieur soviétique avec les pays moins développés. Les importations soviétiques en provenance des pays d'Afrique ont fortement diminué, mais ce fléchissement a été compensé par une augmentation considérable des exportations à destination de ces pays. Le volume total du commerce n'a que faiblement augmenté; les principaux partenaires commerciaux africains de l'URSS étaient la Guinée, le Ghana, le Soudan, la Rhodésie, le Nyassaland et, pour la première fois, le Mali. Les importations soviétiques de cacao du Ghana ont été fortement réduites, alors que les exportations de machines et d'équipement soviétiques vers ce pays ont continué à augmenter. Un accroissement semblable des exportations soviétiques a été constaté en Guinée et au Mali. Le Soudan et le Maroc ont été les seuls pays africains dont les ventes de produits à l'URSS ont augmenté, bien que le volume du commerce total avec l'URSS ait diminué par suite de la réduction des exportations soviétiques à destination du Maroc. Les importations de cuivre de Rhodésie et du Nyassaland par l'URSS ont fortement diminué en 1961. Les autres pays africains, tels que la Tunisie, l'Ouganda, la Lybie, l'Ethiopie, l'Algérie, le Nigéria et le Togo, ont représenté moins de 12% du total des échanges commerciaux de l'URSS avec l'Afrique.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

(b) Les échanges commerciaux des pays satellites européens avec les pays moins développés

64. Les échanges commerciaux avec les pays moins développés (qui ont représenté une part plus élevée du commerce extérieur total pour les pays satellites européens que pour l'URSS) ont augmenté en 1961 à une cadence voisine de celle des échanges avec l'Union soviétique. Les satellites européens ont entretenu des relations commerciales avec une cinquantaine de pays moins développés et la répartition des échanges commerciaux a été à la fois plus régulière et a intéressé un plus grand nombre de pays que dans le cas de l'URSS. Le volume des échanges entre les satellites et les pays moins développés a accusé dans le passé une tendance plus régulière; il a augmenté à un rythme plus faible que le volume du commerce de l'URSS, sans connaître par contre les fluctuations désordonnées qu'a subi le commerce de l'URSS. La Tchécoslovaquie et la Pologne ont en général joué un rôle dominant dans l'offensive commerciale du bloc grâce à leurs traditions plus anciennes et leur expérience dans le domaine des relations commerciales avec l'étranger.

65. Près de 70% de ces échanges concernait huit pays : l'Égypte, Cuba, l'Inde, le Brésil, l'Argentine, la Malaisie, l'Indonésie et l'Iran. Selon des statistiques fondées sur les renseignements fournis par les divers pays moins développés, le volume du commerce des satellites européens a atteint \$ 1,061 millions en 1961 contre quelque \$ 875 millions en 1960, mais là encore la plus grande partie de cette augmentation était due à l'accroissement des échanges avec Cuba. Si l'on exclut Cuba, l'augmentation de 6,5% du commerce des satellites européens en 1961 avec les pays moins développés situés hors d'Europe provient essentiellement de l'augmentation du volume des exportations, alors que les importations sont restées à peu près au même niveau qu'au cours de l'année précédente.

66. Les échanges des pays satellites européens avec les pays moins développés se sont répartis comme suit en 1961 : 37% vers l'Amérique latine, 20% vers le Moyen-Orient (où les échanges des pays satellites dépassent encore ceux de l'URSS), 23% vers l'Asie et 12% vers l'Afrique (où les échanges des satellites dépassent également ceux de l'URSS).

67. Les échanges commerciaux avec Cuba, qui est devenu le principal pays moins développé recevant des exportations des pays satellites, ont accusé une augmentation très sensible en 1961, atteignant quatre fois la valeur des échanges de 1960. Le commerce des satellites avec le Brésil et l'Argentine, bien qu'il ait un peu fléchi dans le cas du Brésil et se soit maintenu presque au même niveau en Argentine, est encore au moins

trois fois supérieur aux échanges commerciaux de l'URSS avec ces pays. De même, les pays satellites européens ont continué à jouer le rôle le plus important dans les échanges du bloc avec les autres pays d'Amérique latine. Ils ont légèrement augmenté leurs échanges avec l'Uruguay et ont continué à maintenir des relations commerciales assez poussées avec le Mexique et le Pérou, ainsi qu'avec la Colombie, le Venezuela, le Chili, la Guyane britannique et l'Equateur; les satellites européens sont les seuls pays du bloc ayant des relations commerciales avec ces pays.

68. Parmi les régions les plus importantes pour le commerce des pays satellites européens, le Moyen-Orient occupe la seconde place; c'est là que leur rôle est traditionnellement plus important que celui de l'Union soviétique. En 1961, les échanges commerciaux avec cette partie du monde se sont maintenus à peu près au même niveau qu'en 1960 en raison d'une légère diminution des exportations des pays satellites européens, compensée par une augmentation des importations en provenance de cette région. L'Egypte, qui absorbe environ 18% du commerce des satellites avec tous les pays moins développés situés hors d'Europe, constitue une source importante d'approvisionnement en matières premières agricoles. Les importations des pays satellites européens en provenance d'Egypte ont augmenté d'environ 10% en 1961, alors que les exportations vers ce pays diminuaient dans les mêmes proportions.

69. Les partenaires commerciaux les plus importants dans cette région sont ensuite l'Iran, l'Irak et la Syrie qui représentent à eux trois environ 7% du commerce des satellites européens avec les pays moins développés. Le Liban, Israël, la Jordanie et, dans une moindre mesure, Aden et Chypre, absorbent le reste des échanges commerciaux des satellites européens avec le Moyen-Orient.

70. Les échanges avec les pays d'Asie ont augmenté d'environ 20% en 1961, surtout en raison d'une augmentation considérable des exportations des satellites européens vers l'Inde et par suite d'une tendance analogue du commerce avec l'Indonésie. Les importations des pays satellites européens en provenance de Malaisie ont fortement diminué. Alors qu'en 1960, les importations des satellites européens dépassaient les exportations dans cette région d'environ 50% en 1961, la tendance s'est renversée, les exportations devenant un peu plus importantes que les importations.

71. Les échanges commerciaux des satellites européens avec l'Afrique se répartissent sur une vingtaine de pays, dont les principaux sont la Guinée, le Maroc, le Nigeria, le Soudan, le Ghana, la Tunisie et l'Algérie. En général, les exportations à destination des pays d'Afrique ont augmenté

en 1961 d'environ 25%, mais les importations en provenance de cette région sont restées à peu près au même niveau qu'en 1960. Les exportations dépassent régulièrement les importations depuis 1959. Dans un certain nombre de pays d'Afrique, les satellites européens maintiennent la présence du bloc grâce à un petit nombre d'échanges commerciaux qui, toutefois, présentent un certain intérêt pour les pays exportant des produits tropicaux. C'est le cas pour la province portugaise de l'Angola, le Congo, le Cameroun, le Kenya, l'Ethiopie, la Libye et le Sierra-Léone.

(c) Les échanges commerciaux de la Chine communiste avec les pays moins développés

72. En 1961, les échanges de la Chine communiste avec les pays moins développés du monde libre situés hors d'Europe se sont brusquement orientés vers les pays d'Amérique latine, par suite du développement exceptionnel des échanges avec Cuba. La répartition géographique des échanges de la Chine communiste avec les pays moins développés en 1961 fait apparaître que plus de 28% de ces échanges étaient dirigés vers l'Amérique latine, contre un peu plus de 10% en 1960 et moins de 2% en 1959. En conséquence, les partenaires traditionnels de la Chine, principalement des pays d'Asie, ont vu leur part dans ses échanges ramenée à environ 44% en 1961, contre 63% en 1960 et près de 75% en 1959. La part du Moyen-Orient et de l'Afrique est tombée à 22% en 1961, contre 26% en 1960.

73. En 1961, les échanges de la Chine communiste ont intéressé dix pays d'Amérique latine, neuf d'Asie, huit du Moyen-Orient et dix-huit d'Afrique. La valeur du commerce total avec la plupart de ces pays est en général faible, mais elle est répartie sur un grand nombre de pays, ce qui indique que la Chine a tendance à manifester sa présence dans le plus grand nombre de pays possibles, surtout en Afrique.

74. Les échanges de Cuba avec la Chine communiste ont augmenté de plus de 300% par rapport au niveau de 1960, passant d'environ \$ 44 millions à \$ 171 millions en 1961. En conséquence, Cuba est brusquement devenu le plus important de tous les pays moins développés faisant du commerce avec la Chine, dépassant les pays ayant des liens commerciaux traditionnels avec la Chine, tels que la Birmanie, l'Indonésie, la Malaisie et Ceylan. Cuba a absorbé 27% de toutes les exportations chinoises vers d'autres pays moins développés et a fourni 35% des importations en provenance de ces pays.

75. Les difficultés économiques intérieures et les pénuries de produits alimentaires se sont répercutées sur les échanges de la Chine avec d'autres pays d'Asie : le chiffre total du commerce a fléchi en effet de 22% par rapport à 1959 et 1960, retrouvant ainsi le niveau atteint en 1956 et 1957.

Ce brusque fléchissement a été causé principalement par une réduction considérable des exportations chinoises et des importations autres que celles de produits alimentaires.

76. Les importations en provenance de Birmanie, principalement de riz, ont augmenté considérablement, alors que les exportations vers ce pays ont décliné. En 1961, la Birmanie est devenue le partenaire commercial le plus important de la Chine en Asie, dépassant l'Indonésie, la Malaisie et Ceylan. Traditionnellement, une partie du riz importé par la Chine de Birmanie est revendue à Ceylan en échange de caoutchouc, mais les exportations chinoises à destination de Ceylan ont accusé en 1961 un fléchissement prononcé par rapport à l'année précédente, tandis que les importations en provenance de Ceylan, bien que réduites par rapport à 1960, ont représenté deux fois et demie la valeur des exportations chinoises.

77. Les échanges avec l'Indonésie ont accusé un brusque fléchissement des exportations chinoises dans ce pays et une diminution, quoique moins prononcée, des importations chinoises. Les exportations chinoises vers la Malaisie se sont plus ou moins maintenues, alors que les importations de caoutchouc ont accusé un fléchissement sensible. Les échanges de l'Inde avec la Chine ont fortement souffert de la tension existant entre les deux pays.

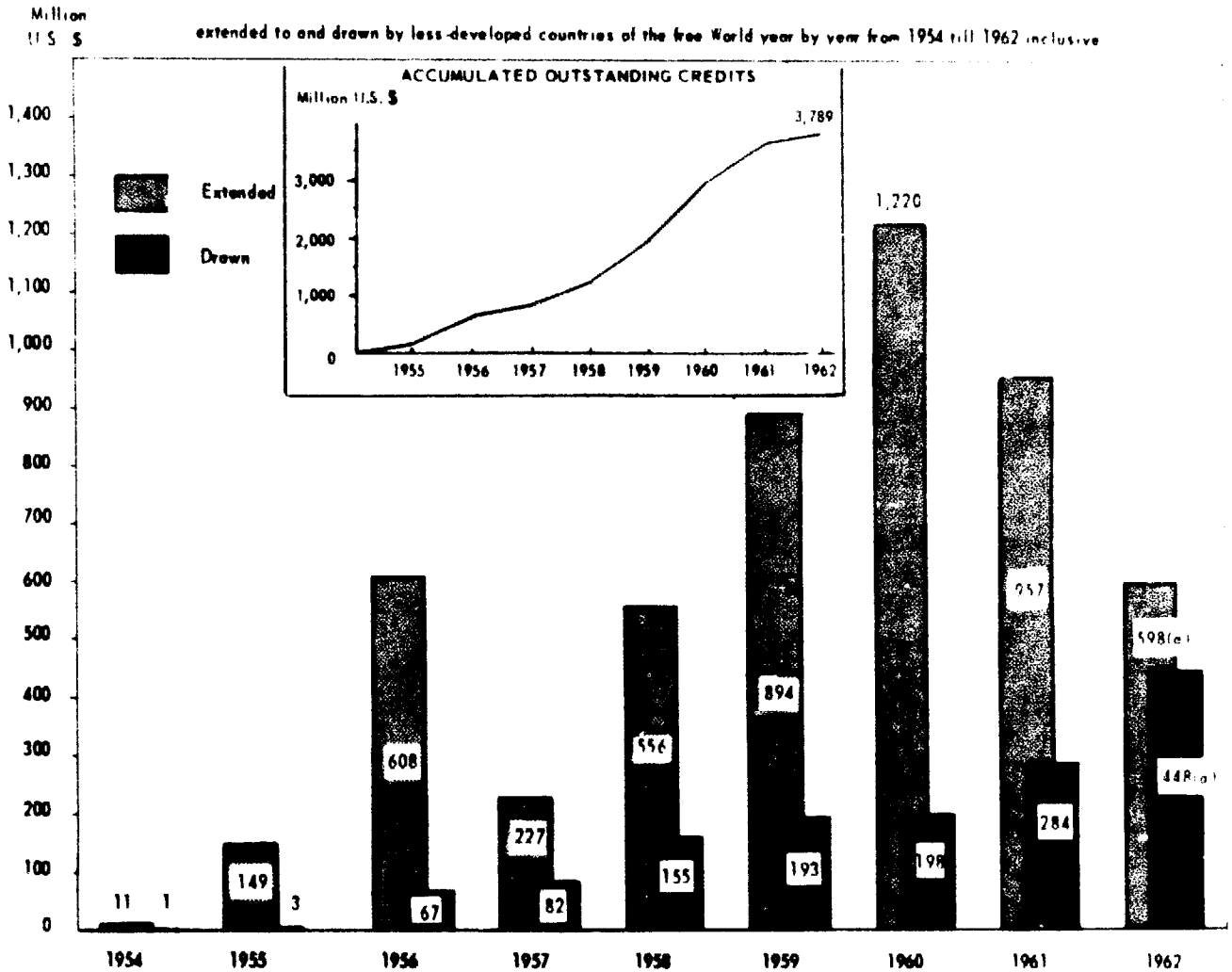
78. Les échanges de la Chine avec le Moyen-Orient ont également diminué : les importations en provenance d'Egypte ont été considérablement réduites, tandis que celles en provenance de Syrie ont augmenté. La seule autre modification sensible survenue en 1961 par rapport à 1960 provient des exportations d'une valeur de \$ 9,6 millions de marchandises chinoises en Iran, pays avec lequel les échanges commerciaux étaient jusqu'alors négligeables. Après une augmentation rapide des échanges avec les pays d'Afrique en 1960, le niveau atteint à cette époque s'est maintenu en 1961, bien qu'un faible volume d'échanges commerciaux ait été signalé avec un plus grand nombre de pays d'Afrique qu'en 1960. Le principal partenaire commercial africain de la Chine est le Maroc (chiffre total du commerce : \$ 12,2 millions), suivi par le Soudan, l'Ouganda et la Guinée (\$ 6,7 millions).

ANNEXE STATISTIQUE

- Graphique I Crédits et dons sino-soviétiques accordés à des fins économiques (1954-1962)
- Graphique II Crédits et dons sino-soviétiques accordés à des fins militaires (1954-1962)
- Graphique III Assistance technique sino-soviétique (Effectifs du personnel sino-soviétique dans les pays moins développés)
- Graphique IV Echanges commerciaux sino-soviétiques avec les pays moins développés du monde libre situés hors d'Europe
- Tableau I Aide du bloc sino-soviétique accordée à des fins économiques (juillet-décembre 1961)
- Tableau II Aide du bloc sino-soviétique accordée à des fins économiques (janvier-juin 1962)
- Tableau III Total récapitulatif des crédits sino-soviétiques accordés et utilisés à des fins économiques (1er janvier 1954-30 juin 1962)
- Tableau IV Techniciens civils des pays du bloc se trouvant dans les pays moins développés (janvier-juin 1962)
- Tableau V Echanges commerciaux des pays moins développés avec le bloc sino-soviétique (1959, 1960, 1961)
- A. Importations
- B. Exportations

CHART I

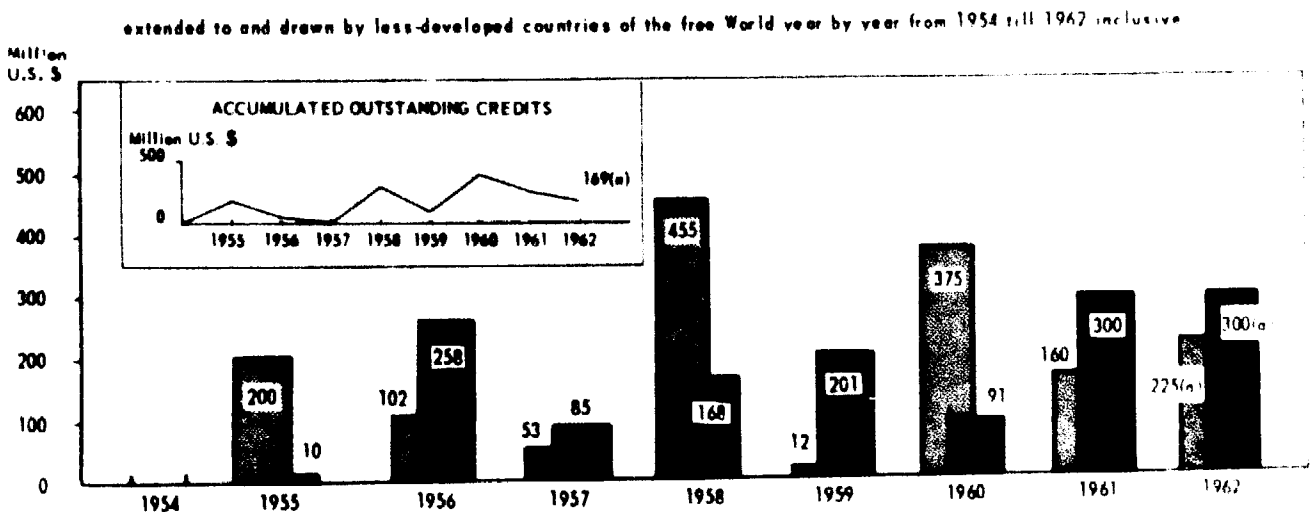
SINO-SOVIET BLOC ECONOMIC CREDITS AND GRANTS



(a) Annual rate based on Jan-June 1962

CHART II

SINO-SOVIET BLOC MILITARY CREDITS AND GRANTS



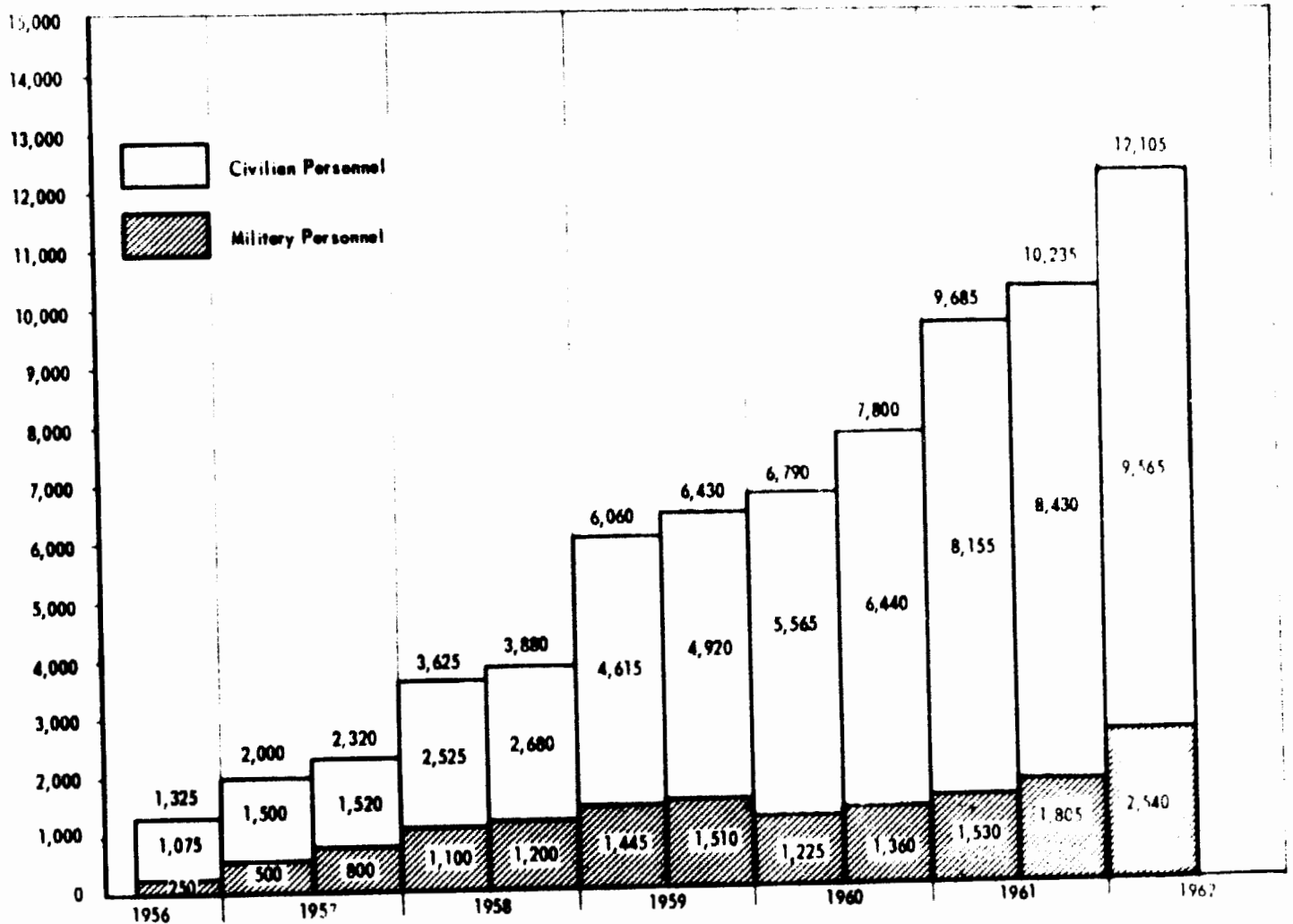
(a) Annual rate based on Jan-June 1962

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

Chart III

SINO-SOVIET BLOC TECHNICAL ASSISTANCE

Bloc personnel (Technicians, Experts and Labourers) in less-developed countries of the free World outside Europe (1)



(1) Minimum estimates on a 6 monthly basis of bloc personnel in less-developed countries for a period of at least one month excluding personnel solely engaged in trade promotion

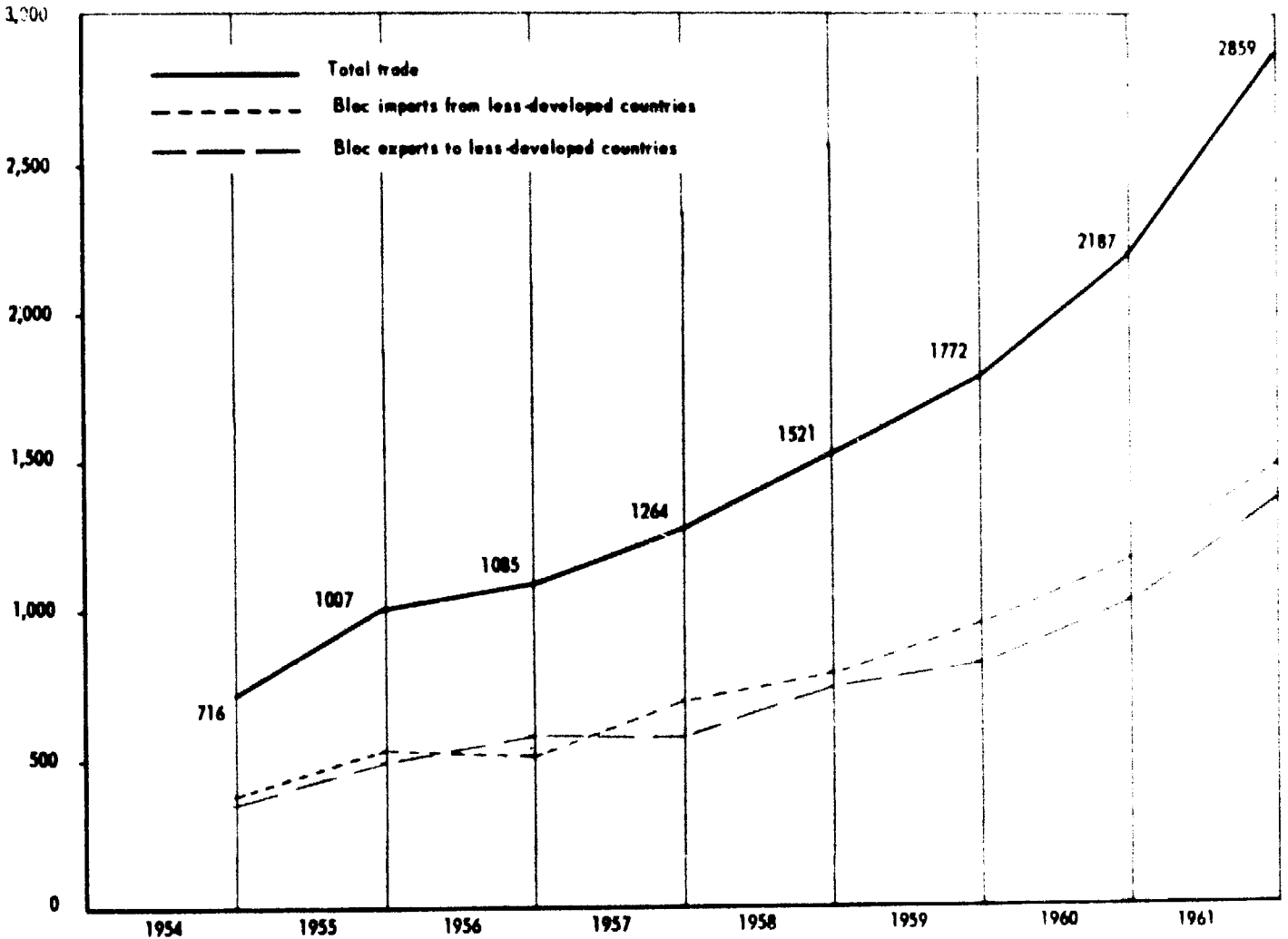
DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

CHART IV

SINO-SOVIET BLOC TRADE WITH THE LESS-DEVELOPED COUNTRIES OF THE FREE WORLD OUTSIDE EUROPE (1)

(Annual totals at the end of each year)

Million U.S. \$



(1) The present chart cannot be compared with charts on the same subject, included in earlier reports, since it has now been possible to eliminate from these global trade figures those related to trade conducted between the Sino-Soviet bloc and some European countries that were previously included in these totals.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

TABLEAU I

AIDE DU BLOC SINO-SOVIETIQUE ACCORDEE A DES FINS ECONOMIQUES
AUX PAYS MOINS DEVELOPPES (a)Juillet-décembre 1961

(en millions \$ US)

Région et pays bénéficiaires	Pays donateurs			Total
	URSS	Satellites européens	Chine communiste	
MOYEN-ORIENT	-	1,4	-	1,4
Chypre	-	1,4	-	1,4
AFRIQUE	92,0	48,9	19,6	160,5
Ghana	42,0	31,4	19,6	93,0
Mali	-	7,5	-	7,5
Soudan	22,0	-	-	22,0
Tunisie	28,0	10,0	-	38,0
ASIE	199,0	101,1	9,8	310,8
Afghanistan	196,0	-	-	196,0
Cambodge	-	3,4	-	3,4
Inde	-	37,2(b)	-	37,2(b)
Indonésie	-	60,5	-	60,5
Népal	3,9	-	9,8(c)	13,7(c)
TOTAL	<u>291,9</u>	<u>151,4</u>	<u>29,4</u>	<u>472,7</u>

- (a) Crédits, sauf indication contraire.
 (b) Sur ce montant, \$ 1,5 million représentaient un don.
 (c) Dons.

TABLERAU II

AIDE DU BLOC SINO-SOVIETIQUE ACCORDEE A DES FINS ECONOMIQUES
AUX PAYS MOINS DEVELOPPES (a)

Janvier-juin 1962

(en millions de \$ US)

Régions et pays bénéficiaires	Pays donateurs			Total
	URSS	Satellites européens	Chine communiste	
MOYEN-ORIENT	-	57,4	-	57,4
Egypte	-	57,4	-	57,4
AFRIQUE	24,0	8,8	-	32,8
Guinée	13,0	2,0	-	15,0
Mali	11,0	2,0	-	13,0
Maroc	-	4,8	-	4,8
ASIE	106,8	-	-	106,8
Afghanistan	103,9 ^(b)	-	-	103,9 ^(b)
Népal	2,9	-	-	2,9
AMERIQUE LATINE	100,0	1,9	-	101,9
Bolivie	-	1,9	-	1,9
Cuba	100,0	-	-	100,0
TOTAL	<u>230,8</u>	<u>68,1</u>	-	<u>298,9</u>

(a) Crédits, sauf indication contraire.

(b) Sur ce montant, \$ 2,9 millions représentaient un don.

TABLERAU III

CREDITS ET DONNS ACCORDES PAR LE BLOC SINO-SOVIETIQUE AUX PAYS
MOINS DEVELOPPES DU MONDE LIBRE AU TITRE DE L'AIDE
ECONOMIQUE ET TIRAGES EFFECTUES PAR CES PAYS

Total récapitulatif
(1er janvier 1954-30 juin 1962)
(en millions \$ US)

	Crédits et dons accordés à des fins économiques (a)	Tirages (b)
T O T A L	4.903	1.188
MOYEN-ORIENT	1.125	353
Chypre	1	0
Iran	6	6
Irak	216	32
Syrie	179	65
Egypte	679	221
Yémen	44	29
AFRIQUE	629	87
Ethiopie	114	6
Ghana	178	15
Guinée	128	47
Mali	78	19
Somalie	58	0
Maroc	5	0
Soudan	22	0
Tunisie	46	0
ASIE	2.471	558
Afghanistan	517	155
Birmanie	96	7
Cambodge	75	31
Ceylan	58	6
Inde	980	224
Indonésie	654	122
Népal	58	6
Pakistan	33	7
AMÉRIQUE LATINE	567	79
Argentine	104	36
Bolivie	2	0
Bésil	4	3
Cuba	457	40
EUROPE	111	111
Yougoslavie	111	111

(a) Les chiffres sont arrondis au million près. Nouveaux crédits ajoutés en sus de ceux mentionnés dans le 7ème rapport C-M(62)13.

(b) Chiffres révisés.

TABIEAU IV
TECHNICIENS CIVILS DES PAYS DU BLOC SE TROUVANT DANS
LES PAYS MOINS DEVELOPPES (A)
(Janvier-juin 1962)

Les chiffres sont arrondis à la demi-dizaine la plus proche

Région et pays	URSS	Pays satel- lites euro- péens (b)	Chine communiste	Nombre total de techn- ciens du bloc
MOYEN-ORIENT	1.725	670	500	2.895
1. Chypre	0	5	0	5
2. Iran	20	0	0	20
3. Irak	655	175	0	830
4. Syrie	225	200	0	425
5. Egypte	700	260	0	960
6. Yémen	125	30	500(a)	655
AFRIQUE	930	800	55(c)	1.785
7. Ethiopie	30	0	0	30
8. Ghana	225	30	0	255
9. Guinée	495	540	45	1.080
10. Mali	100	60	10	170
11. Maroc	5	0	0	5
12. Somalie	50	0	0	50
13. Soudan	25	0	0	25
14. Tunisie	0	170	0	170
ASIE	3.295	315	260	3.870
15. Afghanistan	2.200	120	0	2.320
16. Birmanie	20	0	40	60
17. Cambodge	50	15	105	170
18. Ceylan	20	15	0	35
19. Inde	510	155	0	665
20. Indonésie	400	10	0	410
21. Népal	15	0	115	130
22. Pakistan	80	0	0	80
AMERIQUE L'ATINE	605	360	50	1.015
23. Argentine	0	45	0	45
24. Brésil	0	10	0	10
25. Chili	0	5	0	5
26. Cuba	600	300	50	950
27. Equateur	5	0	0	5
T O T A L	6.555	2.145	865(c)	9.565

- (a) Estimation minimum du personnel présent pour une période d'au moins un mois, à l'exclusion du personnel exerçant uniquement des activités commerciales ou militaires.
- (b) Y compris la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la zone d'occupation soviétique en Allemagne, la Hongrie, la Pologne et la Roumanie.
- (c) Y compris 10 techniciens du Nord-Vietnam se trouvant en Guinée et 5 au Mali.
- (d) Y compris les techniciens et les manoeuvres.

TABLEAU V

ECHANGES COMMERCIAUX DES PAYS MOINS DEVELOPPES AVEC LE
BLOC SINO-SOVIETIQUE

Notes concernant les Tableaux V-A et V-B

- (1) Données fondées sur les statistiques commerciales officielles des pays moins développés, sauf lorsque les chiffres fournis sont indiqués comme des estimations (voir g)).
- (2) Sources pour le commerce total: Statistiques financières internationales, FMI, décembre 1962; Direction du Commerce international - Documents statistiques des Nations Unies, Série T, Volume XII, 1-9.
 - (a) Taux annuel d'après les chiffres pour janvier-novembre 1961
 - (b) Taux annuel d'après les chiffres pour janvier-octobre 1961
 - (c) Taux annuel d'après les chiffres pour janvier-septembre 1961
 - (d) Taux annuel d'après les chiffres pour janvier-août 1961
 - (e) Taux annuel d'après les chiffres pour janvier-juillet 1961
 - (f) Taux annuel d'après les chiffres pour janvier-mai 1961
 - (g) Estimations
 - (h) Dans la colonne % du total, les échanges commerciaux représentent moins de 0,5%.

n.d. Non disponible

TABIEAU V - A

EGANGES COMMERCIAUX DES PAYS JOURS DEVELOPPES AVEC LE
BLOC SINO-SOVIETIQUE

Importations en provenance des pays du Bloc (1)

Pays	1959		1960		1961	
	en millions \$ US	% du total des importations	en millions \$ US	% du total des importations	en millions \$ US	% du total des importations
MOYEN-ORIENT						
1. Chypre	3,2	3	3,7	3	3,2	3
2. Iran	37,1	7	30,3	5	49,2(f)	8
3. Irak	18,2	6	38,0	10	38,9(c)	11
4. Israël	6,2	1	4,2	1	6,7	1
5. Jordanie	4,6	4	7,2	5	7,4	6
6. Liban	8,9	3	13,9	4	13,0(f)	4
7. Syrie	19,9	11	19,3	9	13,3(a)	11
8. Egypte	183,6	30	158,9	25	166,2	24
AFRIQUE						
9. Algérie	14,4	1	11,3	1	7,3	1
10. Ethiopie	1,8	2	4,6	6	4,1(o)	4
11. Rhodésias et Nyassaland						
12. Ghana	1,3	(h)	2,0	1	1,9	(h)
13. Guinée	10,2	3	15,0	4	21,1	5
15. Maroc	9,0	18	22,0(g)	35(g)	29,8(g)	40(g)
16. Nigeria	15,4	5	22,7	6	26,9	7
17. Soudan	14,7	3	16,7	3	19,0(a)	3
18. Tunisie	12,4	8	16,7	9	22,0(d)	10
19. Ouganda	4,2	3	6,7	4	10,1	5
	0,1	(h)	0,1	(h)	0,1	(h)
ASIE						
20. Afghanistan	32,5	43	31,7	30(g)	32,0	40(g)
21. Birmanie	25,4	11	35,0	14	25,0(o)	12
22. Cambodge	6,2	9	14,4	14	12,3	12
23. Ceylan	36,4	9	32,4	10	18,2	7
24. Inde	78,9	4	74,4	3	124,6(a)	6
25. Indonésie	69,2	15	72,4	13	69,2(e)	9
26. Malaisie et Singapour	56,0	3	64,0	3	67,0	3
27. Pakistan	7,9	2	14,9	3	10,6	2
28. Thaïlande	3,1	1	5,5	1	6,3	1
AMERIQUE LATINE						
29. Argentine	49,1	5	47,1	4	48,6(b)	3
30. Brésil	49,2	4	79,6	5	70,3	5
31. Chili	0,5	(h)	1,1	(h)	1,5(e)	(h)
32. Colombie	2,6	1	5,4	1	5,0	1
33. Cuba	1,5	(h)	105,0(g)	19(g)	395,0(g)	85(g)
34. Guyane	0,9	1	1,3	2	1,4(b)	2
35. Mexique	2,4	(h)	3,6	(h)	3,1	(h)
36. Uruguay	11,3	8	15,0	7	4,1	2
37. Venezuela	7,0	1	5,8	1	5,7(f)	1

(2)

Voire notes page 39.

TABLEAU V - 2
BILANCS COMMERCE DES PAYS NON DEVELOPPES AVEC LE BLOC SINO-SOVIETIQUE

Exportations vers les pays du Bloc (1)

Pays	1959		1960		1961	
	en millions \$ US	% du total des importations	en millions \$ US	% du total des exportations	en millions \$ US	% du total des exportations
MOYEN-ORIENT						
1. Ouzbèkistan	1,2	2	1,4	3	2,4	5
2. Iran	22,1	2	28,0	3	28,2 (f)	3
3. Irak	6,1	1	3,4	1	4,8 (c)	1
4. Israël	5,2	3	3,8	2	7,0	3
5. Jordanie	1,0	12	1,1	10	0,9	6
6. Liban	2,5	6	3,2	6	3,5 (g)	8 (g)
7. Syrie	12,4	12	22,3	22	25,7 (a)	26
8. Egypte	229,8	51	244,3	45	208,6	43
AFRIQUE						
9. Algérie	4,7	1	2,0	1	2,1	1
10. Ethiopie	0,4	1	0,6	1	11,3 (e)	3
11. Rhodésie et Nyassaland	15,0	3	17,0	3	12,0	2
12. Ghana	6,2	2	22,7	7	10,5	3
13. Guinée	5,2	16	12,6	23	16,4	20 (g)
14. Côte d'Ivoire	5,6	4	2,9	2	3,0	1
15. Maroc	14,4	4	16,0	4	17,6	5
16. Nigeria	4,1	1	9,6	3	5,2 (a)	1
17. Soudan	14,0	8	23,6	13	20,6 (d)	11
18. Tunisie	4,7	3	3,9	3	7,8	7
19. Ouganda			5,1	4	9,4	8
ASIE						
20. Afghanistan	20,0	25	16,7 (g)	30 (g)	17,0 (g)	33 (g)
21. Birmanie	3,0	2	13,4	6	54,1 (o)	19
22. Cambodge	2,5	4	7,0	13	3,5	5
23. Ceylan	23,7	7	37,5	10	33,9	10
24. Inde	110,4	8	108,3	8	116,4 (a)	8
25. Indonésie	72,3	8	70,3	8	68,8 (d)	9
26. Malaisie et Singapour	189,0	9	143,9	7	128,9	6
27. Pakistan	10,9	3	30,7	8	27,0	7
28. Thaïlande	2,4	1	9,4	2	7,1	2
AMERIQUES LATINES						
29. Argentine	54,2	5	61,1	6	55,9 (b)	6
30. Brésil	55,3	4	71,5	6	74,8	5
31. Chili			0,6	(h)	1,2 (e)	(h)
32. Colombie	2,7	1	8,1	2	2,1	(h)
33. Cuba	16,5	3	143,0 (g)	22	478,0 (g)	75 (g)
35. Mexique	1,5	(h)	1,7	(h)	14,6	2
35. Uruguay	27,4	25	13,4	10	14,9	9

Voir notus page 39.

PARTIE III

ANALYSE PAR PAYS

MOYEN-ORIENT

Paragraphes

Irak	1-6
République Arabe Unie	7-13
Syrie	14-18
Chypre	19-21
Iran	22-23
Yémen	24-27

AFRIQUE

Ethiopie	28-31
Ghana	32-38
Guinée	39-43
Mali	44-48
Maroc	49-52
République de Somalie	53-57
Soudan	58-61
Tunisie	62-66
Union Africaine et Malgache	67-69

ASIE

Afghanistan	70-77
Birmanie	78-83
Cambodge	84-87
Ceylan	88-93
Inde	94-101
Indonésie	102-111
Népal	112-114
Pakistan	115-116

AMERIQUE LATINE

Paragraphes

Bolivie	117-122
Brésil	123-129
Cuba	130-138
Argentine	139
Guyane britannique	140
Uruguay	141
Chili	142

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

PARTIE III

MOYEN-ORIENT

IRAK

L'Irak est probablement le seul pays du Moyen-Orient dans lequel la pénétration économique du bloc sino-soviétique au cours des douze mois considérés a fait les plus grands progrès, encore que jusqu'à présent il n'y ait aucune raison d'affirmer que ce pays peut être considéré comme étant à la merci de la pression économique du bloc sino-soviétique. L'accroissement de l'influence du bloc soviétique dans le domaine économique résulte essentiellement du quasi-monopole que l'URSS a réussi à s'assurer en tant que fournisseur d'armes, d'équipement et de conseils militaires, et aussi de la part importante que l'Union soviétique et, dans une moindre mesure, d'autres pays du bloc tels que la Tchécoslovaquie, jouent dans le programme d'industrialisation de ce pays. Cette évolution est confirmée par le nombre considérable des techniciens économiques et militaires du bloc sino-soviétique qui sont actuellement au travail en Irak. Vers le milieu de 1962, on en comptait plus de 1.100, contre 765 l'année précédente.

2. Les pays communistes sont maintenant devenus, pour l'Irak, la source principale de crédits de développement économique ainsi que d'aide militaire. Les engagements les plus récents ont été pris dans le domaine militaire où, à la fin de 1961, un crédit complémentaire de \$ 50 millions a été accordé pour la livraison d'équipements militaires. Le montant total des crédits accordés jusqu'à présent équivaut à \$ 454 millions (\$ 238 millions pour l'aide militaire et \$ 216 millions pour l'aide économique). Actuellement l'Irak occupe parmi les pays moins développés du monde libre le sixième rang parmi les bénéficiaires de l'aide du bloc sino-soviétique, et le montant total des crédits disponibles représente l'équivalent de \$ 63 environ par habitant.

3. Contrairement à ce qui se passe pour les livraisons de matériel militaire, qui suivent à bref délai la signature des accords, les tirages effectués sur les crédits de développement économique ont été estimés jusqu'au milieu de 1962 à \$ 32 millions environ. Le rythme d'exécution des projets s'est accéléré depuis le début de 1962, et près de 90% des crédits soviétiques (\$ 122,5 millions) et tchèques (\$ 33,6 millions) ont été affectés à 39 projets, de nature surtout industrielle, compris dans le plan quinquennal de développement économique de l'Irak (1961/66) pour lequel les crédits du bloc entrent pour quelque 12% dans le total des dépenses totales prévues. Bien qu'un certain nombre de projets industriels aient été entrepris en Irak par des firmes occidentales, la plus grande partie du programme d'industrialisation de l'Irak est tributaire de l'aide du bloc. La construction

d'une fabrique de produits pharmaceutiques a commencé, ainsi que celle de deux silos de céréales et d'un réacteur nucléaire. Un marché relatif à la première tranche des travaux du nouvel aéroport international de Bagdad a été concédé à la Bulgarie.

4. Vers le milieu de 1962, 830 techniciens du bloc environ, dont plus des trois-quarts seraient des Russes, travaillaient dans le domaine économique, en plus des quelque 300 conseillers militaires. En même temps, près de 3.600 ressortissants irakiens ont reçu jusqu'à présent une certaine formation universitaire, technique ou militaire dans des pays du bloc.

5. Le 18 octobre 1961, l'Irak a signé un nouvel accord commercial avec la Chine communiste, aux termes duquel ce pays s'engage à acheter 65.000 tonnes de dattes de qualité inférieure provenant de la récolte de 1961, qui s'élevait à 300.000 tonnes. Au fur et à mesure que s'accélérait la mise en oeuvre des projets pour lesquels une aide financière du bloc a été fournie, la part du bloc dans le total des importations de l'Irak est passée de 2% en 1958 à 10% en 1960, et 11,5 en 1961 (total des importations de l'Irak en provenance des pays du bloc : 1958 - \$60 millions; 1960 - \$38 millions; 1961 - \$38,9 millions). Comme plus de 90% du total des exportations irakiennes se composent de produits pétroliers et sont absorbés par les pays industriels de l'Occident, l'Irak n'a plus grand chose de plus à offrir aux pays du bloc. Vers la fin de 1961, la part du bloc dans les exportations irakiennes, non compris le pétrole, s'est élevée à 23% du total, soit \$4,8 millions.

6. Bien que le bloc ait pu, dans une large mesure, prendre la place de l'Occident en Irak, ce pays, qui est fortement tributaire de l'Occident pour ses exportations de pétrole brut, conserve encore une indépendance considérable à l'égard des pays du bloc, s'il désire l'utiliser. Ce n'est peut-être toutefois pas le cas dans l'important domaine militaire, car la plus grande partie de l'équipement des forces armées irakiennes provient de l'URSS.

REPUBLIQUE ARABE UNIE

7. Depuis le milieu de 1961, la République Arabe Unie s'est efforcée de maintenir une balance plus égale entre l'influence économique des pays du bloc et celle de l'Occident, en admettant qu'elle est tributaire des deux groupes et en s'efforçant d'obtenir tous les avantages possibles, quelle qu'en soit l'origine. Une tendance très nette vers des relations économiques plus étroites avec le bloc caractérisait la politique de l'Egypte avant ce changement d'attitude, de sorte que pratiquement la nouvelle orientation a eu pour effet de favoriser l'Occident dans une mesure un peu plus forte qu'auparavant. Le fait que la République Arabe Unie se soit tournée vers l'Occident pour l'aide économique n'a pas modifié la tactique de l'URSS; les livraisons d'équipement militaire, la poursuite de la construction du haut-barrage d'Assouan et de l'exécution de divers autres projets économiques figurent dans le programme d'aide soviétique de \$ 175 millions; en outre, de nouveaux crédits ont été accordés à la République Arabe Unie par divers

satellites européens au cours de la période considérée; en conséquence, le nombre de techniciens économiques et des conseillers militaires fournis par les pays du bloc s'est encore accru. La République Arabe Unie s'est efforcée d'écouler une plus grande partie de sa récolte de coton sur les marchés occidentaux, afin d'augmenter ses recettes en monnaies fortes; toutefois les importations en provenance du bloc ont continué à augmenter légèrement en 1961 par rapport à 1960, sans atteindre cependant le chiffre record de 1959; les exportations à destination des pays du bloc sino-soviétique ont fléchi assez brusquement, en partie par suite de la mauvaise récolte de coton.

8. Recevant au total une aide économique équivalant à plus de \$ 680 millions, s'ajoutant à plus de \$ 500 millions au titre de l'aide militaire accordée par le bloc sino-soviétique depuis la fin 1955, lorsque les premiers crédits de grande ampleur lui ont été accordés au titre de l'aide militaire, l'Egypte occupe la deuxième place parmi les bénéficiaires de l'aide des pays du bloc sino-soviétique aux pays moins développés du monde libre. Si l'on considère l'utilisation effective des crédits accordés, l'Egypte occupe la première place parmi ces pays. Dans le domaine économique seul, plus de \$ 220 millions avaient été tirés à la fin du premier semestre de 1962. Le projet essentiel dans ce domaine est le Haut barrage d'Assouan, qui par sa nature même sera long à achever et au sujet duquel il est difficile de savoir si le calendrier prévu est respecté. Selon des déclarations publiques faites en 1962, il serait permis d'espérer que la première phase des travaux sera terminée en 1964. Les données fournies par la République Arabe Unie à la fin de février 1962, au sujet des crédits du bloc d'ordre économique, indiquaient que les marchés adjugés représentaient \$ 290 millions, les marchés en cours de négociation \$ 23 millions et les crédits disponibles \$ 293 millions. Les remboursements des crédits soviétiques d'ordre militaire atteindraient environ \$ 45 millions par an et les remboursements d'autres natures ont été évalués à quelque \$ 13 millions par an.

9. L'URSS demeure la source principale de l'aide économique du bloc; \$ 325 millions pour le haut barrage d'Assouan (octroyés en deux tranches; la première en 1958 et la deuxième en 1960), plus le crédit de \$ 175 millions octroyé par l'URSS en janvier 1958 pour un nombre considérable de projets concernant pour la plupart le programme d'industrialisation de la République Arabe Unie.

10. En 1962, la Tchécoslovaquie a accordé un crédit d'environ \$ 57 millions pour l'achat de biens de production; la Hongrie aurait accepté en principe d'accorder des crédits d'un montant approximatif total de \$ 17 millions, et la Pologne envisageait à la fin de juin d'accorder un crédit de \$ 20 millions pour l'achat de biens de production(1).

(1) L'accord concernant ce crédit a été conclu le 5 juillet 1962.

11. Près de 960 techniciens civils du bloc travaillaient en Egypte au cours du premier semestre 1962; sur ce chiffre, on comptait 700 ressortissants de l'Union soviétique employés pour la plupart sur le chantier du Haut barrage d'Assouan. Depuis 1955, près de 1.560 Egyptiens ont entrepris des études universitaires ou techniques dans des pays du bloc, et un nombre à peu près égal y a reçu une formation militaire.

12. Le volume total du commerce de l'Egypte avec le bloc est tombé à environ \$ 375 millions, après avoir atteint \$ 403 millions en 1960 et \$ 413 millions en 1959. Au sein du bloc, les principaux acheteurs de marchandises égyptiennes ont encore été les pays satellites européens dans leur ensemble, mais en 1961 l'URSS a dépassé les satellites comme fournisseurs de marchandises à l'Egypte. Pour les importations comme pour les exportations, la part du bloc dans le total du commerce extérieur de la RAU est restée en 1961 à peu près la même qu'en 1960 (24% et 43% respectivement), ces pourcentages étant inférieurs au record atteint en 1959 et même plus faibles que la part du bloc dans le total du commerce de la RAU en 1957 et 1958. La République Arabe Unie a continué à négocier des accords de commerce et de paiements avec les pays du bloc; elle a signé de tels accords avec l'Albanie, la Bulgarie, la Chine communiste, la Tchécoslovaquie, la Zone d'occupation soviétique en Allemagne et l'URSS. C'est avec l'Albanie que le premier de ces accords a été signé; il est intervenu après la rupture entre l'Albanie et l'URSS.

13. L'enthousiasme avec lequel la RAU envisageait, il y a quelques années, un resserrement des relations économiques avec le bloc a disparu, et l'on a signalé que les Egyptiens se plaignent de plus en plus souvent de la mauvaise qualité du matériel soviétique, des disponibilités insuffisantes en pièces de rechange et du faible rendement soviétique. Néanmoins, le Gouvernement de la République Arabe Unie continue à s'efforcer d'obtenir une aide importante du bloc, tout comme du monde libre; s'il s'intéresse plus activement à l'aide économique occidentale, c'est en raison d'une grave pénurie de devises fortes. Sauf dans le domaine militaire, l'influence que peut exercer l'URSS sur le plan économique a eu tendance à décroître, et toute pression de cet ordre exercée sur la RAU ne passerait probablement pas inaperçue dans les pays d'Afrique où elle risquerait de compromettre les efforts que déploie l'URSS pour accroître sa popularité en Afrique, notamment au sud du Sahara.

SYRIE

14. Le 28 septembre 1961, l'union entre la Syrie et l'Egypte a été rompue, et l'URSS a été la première des grandes puissances qui ont reconnu l'indépendance de la Syrie. Depuis cette époque, l'instabilité continuelle du régime syrien a freiné l'accroissement de l'activité économique du bloc, bien que l'exécution de plusieurs projets se poursuive. Aucune nouvelle aide économique n'a été jusqu'à présent accordée depuis que la Syrie a retrouvé son indépendance. La plus grande partie de l'aide économique soviétique

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

date du deuxième semestre de 1957. Toutefois, un accord concernant une aide militaire supplémentaire a fait suite au voyage à Moscou d'une mission militaire syrienne en février 1962; cet accord a eu pour effet de rendre l'efficacité de l'armée syrienne encore plus tributaire de l'aide militaire du bloc. Les techniciens soviétiques civils, principalement occupés dans les recherches pétrolières et la construction de chemins de fer atteignaient selon les estimations environ 425, chiffre très inférieur au record atteint en 1959. Le volume du commerce de la Syrie avec le bloc n'a pratiquement pas changé; la principale augmentation du poste exportations à destination du bloc provient d'achats par le bloc de quantités importantes de coton, dont la récolte a été meilleure, en échange de fuel oil et de bois.

15. Il ne semble pas qu'à son niveau actuel, l'aide économique des pays du bloc sino-soviétique à la Syrie menace sérieusement les intérêts de l'Ouest, tant que celui-ci restera favorable au maintien de l'aide à la Syrie. Sur un montant total de \$ 179 millions de crédits accordés, près de \$ 65 millions avaient été utilisés en juin 1962. Les travaux de mise en valeur des terres entrepris par la Bulgarie dans la zone du Ghab, la construction par l'URSS du chemin de fer Latakia-Qanishli se sont poursuivis et semblent avoir eu des échos favorables en Syrie. En revanche, certaines critiques concernant d'autres projets soviétiques tels que l'usine d'engrais de Homs et les prospections pétrolières ont été signalées, pour la première, en raison de l'insuffisance de progrès, pour les secondes par suite de la mauvaise qualité de l'équipement et du grand nombre de ressortissants soviétiques nécessaires aux travaux.

16. L'aide technique est restée considérable; tant sous la forme d'envoi de techniciens du bloc soviétique en Syrie que d'envoi d'étudiants syriens dans les pays du bloc. D'après les statistiques syriennes, il y avait au début de 1962 près de 315 étudiants dans les pays communistes, les deux-tiers grâce à des bourses accordées par les pays du bloc; par comparaison, près de 2.000 étudiants se trouvaient à l'étranger dans les pays du monde libre, presque tous poursuivant leurs études à leurs frais.

17. Le bloc sino-soviétique demeure le principal acheteur du coton syrien, et l'on prévoit que le bloc achètera près de la moitié des exportations de coton de la Syrie en 1961/62. La part du bloc dans les exportations totales de marchandises syriennes a été d'environ 23% en 1960; elle est passée à plus de 26% en 1961. Toutefois, il se peut que les exportations de la Syrie en remboursement de l'aide du bloc n'apparaissent pas dans ces statistiques.

18. L'aide militaire du bloc demeure la principale source d'inquiétude pour l'Ouest, d'autant plus que la Syrie reste l'un des pays les plus farouchement anti-israéliens. En outre, cette aide pourrait permettre au bloc de s'infiltrer dans l'armée syrienne, qui constitue la force principale dans le domaine politique.

CHYPRE

19. La crainte que l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun ait un effet défavorable sur le principal marché d'exportation de Chypre a facilité la pénétration commerciale du bloc soviétique. Des accords bilatéraux de commerce et de paiements prévoyant l'échange de produits agricoles de Chypre contre des produits manufacturés du bloc, ont été signés en décembre 1961 avec l'URSS et en 1962 avec la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne et la Roumanie. Ces accords portent sur des échanges d'environ \$ 14 millions, soit plus du double de la valeur du commerce de Chypre avec le bloc en 1961.

20. Le 19 décembre 1961, Chypre a conclu un accord avec la Pologne pour des travaux d'amélioration du port de Famagusta; elle a accepté, au printemps de 1962, l'arrivée dans le pays d'une équipe de 44 techniciens chargés de commencer les travaux, mais à la fin de juin, cette équipe n'était pas encore arrivée.

21. Le commerce de Chypre avec le bloc a atteint au total \$ 6 millions en 1961 contre quelque \$ 4 millions en 1960. En pourcentage du commerce total de Chypre, les échanges avec le bloc ont atteint un peu moins de 4% en 1961, soit une légère augmentation par rapport à l'année précédente.

IRAN

22. Aucun changement fondamental dans la stratégie et la tactique du bloc à l'égard de l'Iran n'est apparu dans la période considérée, l'URSS renouvelant sans succès ses offres de signature d'un traité de non-agression avec l'Iran.

23. La composition des échanges commerciaux de l'Iran avec le bloc n'a pas sensiblement varié en 1961 par rapport aux années précédentes, bien que la valeur totale du commerce soit passée, selon les estimations, de \$ 58 millions en 1960 à \$ 77 millions en 1961. Les pays du bloc ont fourni environ 8% des importations de l'Iran et absorbé près de 3% de ses exportations (21% de ses exportations non pétrolières). Le volume du commerce avec l'URSS augmentera probablement à l'avenir, étant donné l'accord sur la révision des contingents figurant dans le protocole commercial signé en juin 1962.

YEMEN

24. L'activité économique du bloc au Yemen n'a pratiquement pas changé depuis le milieu de 1961. Aucun nouveau crédit n'a été accordé par le bloc à ce pays et l'exécution des projets prévus dans les accords antérieurs n'a guère progressé. Les gouvernements de l'URSS et de la Chine communiste ont commencé à insister pour que le Yemen rembourse les crédits antérieurs, ce qu'il n'a pas été en mesure de faire. Ceci ne veut pas dire que les réalisations antérieures de la Chine communiste (construction de la route Sa'na - Hudaydah) n'aient pas favorablement impressionné les Yemenites, mais certaines critiques ont été formulées en raison de l'insuffisance des installations portuaires de Hudaydah et des détériorations qu'elles ont subies.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

25. A la fin de 1960, le nombre de techniciens du bloc dans ce pays était évalué à 650 environ. Vers le milieu de 1962, leur nombre a subi une réduction draconienne par suite du départ de la majorité des 500 techniciens et manoeuvres chinois qui avaient travaillé à la construction de la route.

26. Le bloc a cherché à intensifier les échanges commerciaux et il a occupé une place importante pour certains produits-clés (exportations de café et importations de sucre, de textile, d'allumettes et de produits pétroliers). Aucun changement sensible dans le volume des échanges avec le bloc ne s'est manifesté, mais l'URSS a eu tendance à opérer une concentration de ses échanges entre les mains d'un petit nombre de marchands; d'autre part elle semble avoir éprouvé certaines hésitations à signer des accords de troc prévoyant l'échange de café yéménite contre des produits soviétiques.

27. Le fait qu'aucun nouveau crédit n'ait été accordé par le bloc, que la Chine communiste ait retardé la construction d'une usine textile promise depuis longtemps, que des critiques aient été formulées au sujet des installations portuaires d'Hudaydah construites par l'URSS, tout cela pourra en fin de compte avoir un effet défavorable sur la position du bloc au Yémen, mais celle-ci dépendra dans une large mesure de l'évolution politique future du pays.

AFRIQUE

ETHIOPIE

28. Aucune évolution significative n'est à signaler dans les relations de l'Ethiopie avec le bloc depuis le milieu de 1961, à l'exception de la signature d'un accord de principe concernant la construction d'une raffinerie de pétrole à Assab qui avait été proposée par l'URSS depuis longtemps. Le crédit de \$ 100 millions offert par l'URSS à l'Ethiopie en 1959 n'a été utilisé pour le moment que jusqu'à concurrence de 2 millions en espèces, en versements de faible importance, pour les services techniques. Le seul projet en cours d'exécution est la construction de l'école technique de Baherdar, don de l'URSS annoncé en mars 1960, et dont l'achèvement est prévu pour la fin de 1962. L'exécution d'aucun autre projet prévu par l'accord d'aide de l'URSS n'a encore démarré. Le 20 janvier 1962, un contrat a été signé pour la construction d'une fabrique d'espadrilles, grâce à un crédit de \$ 10 millions accordé par la Tchécoslovaquie en 1959. Toutefois, les fonds nécessaires n'ayant pu être inscrits au budget éthiopien, l'exécution de ce projet a été retardée.

29. Il est possible de se faire une idée de l'insuffisance de progrès si l'on considère le nombre de techniciens soviétiques se trouvant en Ethiopie : il y en aurait eu à peu près une trentaine au cours du premier semestre de 1962, contre 120 un an plus tôt. Cinquante techniciens soviétiques qui ont préparé le travail de relevés topographiques pour la raffinerie de pétrole d'Assab, ont quitté le pays en 1962, après l'achèvement de ces travaux préliminaires.

30. La même stagnation peut être signalée dans le domaine des échanges commerciaux. Le volume total du commerce avec le bloc a atteint environ \$ 5 millions en 1960 et en 1961; aucun nouvel accord commercial n'a été signé avec les pays du bloc au cours de la période considérée; malgré certains efforts de publicité, la vente des produits du bloc n'a guère progressé et les échanges commerciaux de l'Ethiopie avec le bloc ne constituent pas plus de 2% de son commerce total.

31. L'aide à l'Ethiopie en provenance du bloc et de l'Occident a été ralentie par le conflit entre l'Ethiopie et la République de Somalie. L'aide accordée à l'Ethiopie irrite la Somalie, et vice versa. Tout pays qui accordera une aide dans cette région se trouvera placé devant le même problème.

GHANA

32. Depuis le dernier rapport, le Ghana a considérablement renforcé ses liens avec le bloc. L'aide financière de développement économique en provenance du bloc soviétique a plus que doublé au cours de la période considérée. De nouveaux accords de commerce et de paiements ont été signés; des engagements à long terme ont été souscrits prévoyant l'achat de quantités de plus en plus fortes de cacao, principal produit d'exportation du Ghana. Deux cent cinquante techniciens du bloc se trouvent actuellement dans ce pays, et en 1962 525 Ghanéens environ suivaient des cours de formation universitaire et technique dans des pays du bloc. Jusqu'à présent, l'activité de l'URSS en matière d'aide a été essentiellement axée sur des négociations relatives à des relevés topographiques et à des travaux, ce qui implique un certain délai, inspiré par la prudence, entre les offres de crédit et le commencement des travaux. Le Ghana, comme le Mali, est un pays d'Afrique où les activités économiques de l'URSS se sont considérablement développées.

33. Le montant total des crédits mis à la disposition du Ghana au milieu de 1962 atteignait \$ 196 millions, dont environ \$ 16 millions seulement ont été utilisés. Il s'agit essentiellement de crédits octroyés après la tournée effectuée au cours de l'été 1961 dans les pays du bloc par N'krumah, pour solliciter l'octroi de crédits. L'URSS a jusqu'à présent accordé au total \$ 95,4 millions, la Pologne \$ 26,6 millions, la Tchécoslovaquie \$ 24 millions, la Hongrie \$ 7 millions et d'autres satellites européens (Bulgarie, Roumanie, Albanie, zone d'occupation soviétique d'Allemagne) \$10,4 millions; la Chine communiste \$ 19,6 millions. Les crédits octroyés par l'URSS et les satellites européens rapportent un intérêt de 2,5% alors que le crédit octroyé par la Chine communiste est sans intérêt. En général, la plupart de ces crédits sont destinés au programme d'industrialisation du Ghana, y compris la création d'industries légères et mi-lourdes.

34. Mise à part la livraison d'avions ILYOUCHINE en 1961, et le recrutement d'équipages en provenance du bloc, seules les études hydrogéologiques ont été menées à bien. Des études préliminaires concernant quatre fermes d'Etat qui seraient aménagées par

Les Soviétiques ont été commencées. Grâce à des crédits octroyés par la Pologne, des études préliminaires concernant onze projets seraient terminées et des contrats ont été signés pour la construction d'une usine fabriquant des articles en métaux légers et d'une usine de fabrication d'outillage à mlm. Un accord a été également signé en vue de la création d'un complexe sucrier, comprenant une plantation de canne à sucre, une raffinerie et une distillerie. Les crédits tchécoslovaques sont destinés à la réalisation de 22 projets, sous réserve d'études préliminaires et d'accords spécifiques. Une étude préliminaire pour une centrale hydroélectrique a été terminée, et des accords concernant divers projets ont été signés. Un contrat a été accordé à la Zone d'occupation soviétique en Allemagne pour la construction d'une imprimerie à Tema, dont le coût doit se situer au voisinage de \$ 2 millions. Des projets confiés à la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie et l'Albanie se trouvent tous soit au stade des études préliminaires, soit au stade des négociations. Jusqu'à présent, il ne semble pas que les crédits octroyés par la Chine communiste aient été utilisés.

35. Au mois d'août 1960, le Ghana a passé un contrat pour la livraison d'un certain nombre d'avions civils par l'URSS. Ces livraisons ont été achevées vers le milieu de 1961, mais le Ghana s'est rapidement aperçu que les 11.18 étaient grevés de fortes dépenses d'exploitation et il a dû remplacer six de ces appareils par des Viscount (anglais) pour les lignes d'Afrique occidentale. Moscou aurait accepté de reprendre ses avions et de les remplacer par d'autres joués à bail. Parmi les 250 techniciens du bloc se trouvant dans le pays, le personnel navigant soviétique atteignait le chiffre de 50, 75 membres du personnel de la compagnie GHANAIAN Airways ont été envoyés en URSS.

36. 75 stagiaires militaires au moins se sont rendus en URSS, sur un contingent de 400 personnes annoncé en septembre 1961. En dépit d'indications persistantes selon lesquelles le Ghana pourrait accepter une aide militaire du bloc, les forces de sécurité intérieures ne subissent, pour le moment, aucune influence du bloc.

37. Le commerce du Ghana avec le bloc a fléchi d'environ 15% en 1961 par rapport à 1960. Bien que les importations en provenance du bloc aient augmenté, les exportations vers le bloc ont brutalement fléchi, la balance commerciale du Ghana avec les pays du bloc étant déficitaire d'environ \$ 10 millions. Les exportations à destination du bloc représentaient près de 3% du total des exportations du Ghana et les importations 4% du total des importations de ce pays. Les importations du bloc soviétique en provenance du Ghana devraient être considérablement plus élevées en 1962, le bloc s'étant engagé à acheter une proportion croissante de la récolte de cacao du Ghana.

38. L'aspect le plus caractéristique de la politique du Ghana au cours de la période considérée a été que ce pays a réussi à obtenir de l'Est comme de l'Ouest des engagements massifs en matière d'aide tout en se tenant à égale distance de l'un et de l'autre. Le bloc a maintenant accordé plus de crédits économiques au Ghana qu'à tout autre pays africain, et les engagements pris par l'Occident sont également très importants. La Banque Mondiale, en liaison avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni, s'est engagée d'une manière ferme dès la fin de 1961 à financer la plus grosse partie du projet du fleuve Volta.

GUINEE

39. Les relations du bloc avec la Guinée, où l'aide communiste est le plus fortement concentrée, si l'on tient compte de la faible population du pays, se sont détériorées depuis que la Guinée a accusé les pays du bloc de complicité dans un complot qui aurait été monté contre le Gouvernement à la fin de 1961. Au cours du premier semestre de 1962, la Guinée s'est efforcée, d'une manière progressive et limitée, de se tourner à nouveau vers l'Occident; elle a accepté l'aide des Etats-Unis; elle a sollicité son adhésion au FMI et à la BIRD, et elle a fait des sondages en vue de rejoindre éventuellement la zone franc. Elle s'est efforcée d'inciter les membres d'un consortium occidental à prendre en mains la grande industrie de la bauxite et elle a adopté une politique plus positive à l'égard des entreprises privées étrangères. Au cours du premier semestre de 1962, le bloc n'a pris aucune nouvelle initiative importante en Guinée, à l'exception de l'octroi d'un crédit de \$ 13 millions.

40. En mars 1962, l'URSS a accordé à ce pays un crédit de \$ 13 millions, dont \$ 8 millions étaient destinés à financer les importations de produits industriels par la Guinée, grâce à un crédit de 5 ans portant 2,5% d'intérêt. Pour la première fois, la Bulgarie a aidé la Guinée en lui accordant un crédit de \$ 2 millions aux fins d'assistance technique. Ces crédits ont porté le total de l'aide fournie par le bloc à environ \$ 125 millions, dont près de \$ 47 millions avaient été utilisés à la fin de la période considérée. Il est à prévoir que les tirages sur les soldes restants seront importants au cours de l'année prochaine, au fur et à mesure qu'arriveront dans le pays les fournitures soviétiques pour l'Institut polytechnique, un hôpital et les chemins de fer de Guinée. Vers le milieu de 1962, les projets suivants étaient terminés : une imprimerie équipée avec l'aide de la Zone d'occupation soviétique d'Allemagne, une station de radio, une conserverie, quatre laiteries modèle, de nouveaux mouillages dans le port de Conakry, tous ces projets ayant été réalisés avec l'aide de l'URSS. De nouveaux progrès ont été accomplis dans l'exécution d'un certain nombre de projets soviétiques, parmi lesquels un hôtel de 125 chambres, le stade de Conakry, un hôpital, l'Institut polytechnique, et les chemins de fer et les routes. La Tchécoslovaquie avait antérieurement achevé la création de la Compagnie aérienne nationale de Guinée, et avait commencé des travaux de construction d'une tannerie et

d'une fabrique de chaussures. Les techniciens de la Zone d'occupation soviétique en Allemagne construisaient un théâtre en plein air et terminaient l'installation à Conakry d'un système de haut-parleurs. La Pologne a livré 6 chalutiers, équipé un cinéma et continué ses recherches hydrologiques. Parmi tous les projets agréés en 1961, entre Pákin et Conakry, seuls ont été entrepris les travaux concernant une plantation expérimentale de thé. L'aide fournie par le bloc a fait l'objet de certaines critiques, l'équipement fourni par lui étant moins bien adapté aux conditions locales que celui que l'Ouest pourrait fournir. Il faut semble-t-il chercher le mobile de ces critiques dans les efforts déployés par la Guinée pour obtenir une aide plus substantielle de l'Occident, et dans la tendance manifestée par le Gouvernement à rejeter sur autrui la responsabilité de ses propres insuffisances.

41. De nouvelles livraisons d'armes par le bloc ont été signalées au cours des douze mois considérés; certaines étaient peut-être en transit vers le Mali. Plus récemment, deux bâtiments garde-côtes sont arrivés à Conakry. Une certaine quantité d'armes portatives a pu atteindre divers pays voisins, y compris certaines provinces d'outre-mer du Portugal. Les résultats de l'assistance du bloc en matière d'entraînement militaire ont amélioré la qualité de l'armée guinéenne, dont les effectifs ont doublé depuis 1960 et qui est maintenant bien mieux équipée.

42. Plus de 1.000 techniciens du bloc se trouveraient encore en Guinée; vers la fin de 1961, leur nombre, selon les estimations, n'aurait pas été inférieur à 1.450. Outre les techniciens travaillant à des projets de développement économique, des groupes importants étaient en activité dans des domaines tels que l'enseignement, l'aviation, les mines de diamant, l'exploitation d'installations électriques, la médecine, l'imprimerie et la pêche. Les principales difficultés rencontrées par les techniciens du bloc soviétique, outre l'attitude de froideur adoptée par les autorités guinéennes à la suite de la réorientation générale du pays, tiennent au fait qu'ils ne parlent pas le français et que leurs homologues guinéens manifestent peu d'intérêt pour la réalisation des tâches communes. Un certain nombre d'étudiants guinéens ont été rappelés d'URSS par leur gouvernement parce que celui-ci estimait qu'ils risquaient d'adopter une tournure d'esprit beaucoup trop favorable à l'égard de ce pays. La plupart d'entre eux sont retournés ultérieurement en URSS. Près de 685 étudiants et stagiaires techniques guinéens se trouvaient dans les pays du bloc au cours du premier semestre de 1962.

43. Les échanges commerciaux de la Guinée avec le bloc ont augmenté substantiellement, en passant de \$ 35 millions en 1960 à \$ 46 millions en 1961, soit 33% du commerce total de la Guinée. Le bloc a absorbé environ 20% des exportations de la Guinée et fourni environ 40% de ses importations, de telle sorte

que le déficit commercial de la Guinée avec le bloc pour 1961 a atteint près de \$ 13 millions. Au cours des premiers mois de 1962, le déficit commercial du pays avec le bloc a persisté; il a atteint environ \$ 3 millions.

MALI

44. Depuis le début de 1962, le Mali est devenu l'un des objectifs les plus importants de l'activité économique du bloc en Afrique. Vers le milieu de 1961, ce pays a accepté du bloc sino-soviétique un crédit à long terme d'un montant de \$ 44,4 millions et des crédits tchèques atteignant au total \$ 12,5 millions. La première tranche d'aide financière du bloc a été suivie par l'octroi d'un crédit d'aide militaire, d'une valeur inconnue, accordé par la Tchécoslovaquie pour une période de cinq ans et portant intérêt à 2,5%. Au cours des derniers mois de 1961, la Pologne a accordé un crédit de \$ 7,5 millions, et au cours du premier semestre de 1962 l'Union soviétique y a ajouté un nouveau crédit de \$ 11 millions, suivie par la Bulgarie qui a mis à la disposition du Mali une somme de \$ 2 millions. En janvier 1962, les conditions d'un crédit accordé en 1961 par la Chine communiste ont été divulguées pour la première fois. Elles prévoyaient la fourniture de biens et de services évalués à \$ 19,6 millions, remboursables en 10 ans, sans intérêt, à partir de 1971. Le 1er juillet 1962, le Mali a adopté une monnaie non rattachée au franc, manifestant plus d'empressement qu'auparavant à accepter l'aide du bloc en remplacement de celle de la France. Cette tendance semble s'expliquer principalement par le désir de devenir moins tributaire de la France. Le Mali a réservé un bon accueil à presque toutes les offres d'aide, quelle qu'en soit la provenance: États-Unis, Royaume-Uni, République Fédérale d'Allemagne ou Israël. De récents indices laissent à penser que la dépendance économique du Mali vis-à-vis du bloc augmentera; mais, jusqu'à présent, l'aide reçue du bloc ne représente qu'une faible fraction de celle qui a été fournie par l'Occident. C'est probablement dans le domaine de l'aviation civile que la pénétration économique du bloc a marqué le point le plus important.

45. Sur un montant total de \$ 97,6 millions mis jusqu'à présent à la disposition du Mali par le bloc, près de \$ 19,2 millions avaient été utilisés au milieu de 1962. L'URSS a accepté de construire une voie ferrée reliant Bamako aux chemins de fer guinéens, à Kouroussa, de participer aux prospections géologiques, à l'amélioration de la navigation sur le Niger ainsi qu'à la construction d'une cimenterie, d'un stade et d'un centre national de formation des cadres. L'URSS doit fournir de l'outillage et des machines agricoles à un office autonome chargé de diriger la production de coton et de riz. L'URSS a promis au Mali le concours de 700 techniciens, de spécialités diverses, dont un certain nombre d'enseignants. La Chine communiste fournira des techniciens pour la culture du riz et les travaux d'irrigation. Ce grand complexe agricole, qui a été conçu par la France, constitue l'un des principaux projets de développement de l'agriculture malienne. La Tchécoslovaquie fournira des camions et des avions et assurera la formation des pilotes; elle construira une usine textile, deux

usines pour le traitement de l'arachide et une usine de montage de bicyclettes et de matériel agricole. Elle fournira également de l'équipement hospitalier et du matériel pour les entreprises de presse et d'information. D'autres projets du bloc sont encore à l'étude ou ne sont pas encore tout à fait au point.

46. Le Mali a reçu du bloc une certaine quantité d'équipements militaires par l'intermédiaire de la Guinée; 15 militaires soviétiques se trouvaient au Mali à la fin de 1961, la plupart d'entre eux au Quartier Général de l'Armée malienne, à Bamako.

47. Dans les domaines critiques et spectaculaires de l'aide militaire et des transports civils, la pénétration du bloc est assez forte, alors que, dans des domaines plus fondamentaux, des projets qui pourraient se traduire par un profit économique pour le Mali n'en sont encore qu'au stade des études.

48. Après la mise en circulation, à la fin de juin 1962, d'une monnaie qui n'est plus rattachée à la zone franc, il est possible que le Mali s'adresse désormais aux pays du bloc pour une bonne partie de ses importations. Depuis la campagne 1960/61, le Mali a vendu la quasi-totalité de sa récolte d'arachides (son principal produit d'exportation) à l'URSS et à la Tchécoslovaquie - et il n'est pas grand chose d'autre qu'il puisse vendre. Le déficit chronique de la balance commerciale malienne (les exportations n'ayant couvert ces dernières années que de 5 à 15% des importations) continuera à exiger un financement extérieur pour la majeure partie des importations, de sorte que le Mali demandera probablement une aide importante à la fois au bloc et à l'Occident pour financer ses importations. Auparavant la France achetait presque toute la récolte d'arachides du Mali à des prix supérieurs aux cours mondiaux et, en 1961, la zone franc a fourni 60% des importations du Mali et le reste de la Communauté économique européenne environ 15%, alors que le bloc n'en fournissait que 13% environ.

MAROC

49. Le Gouvernement marocain a maintenu sa politique de non-alignement, soulignant le fait qu'il dépendait de l'Occident pour les échanges commerciaux et l'aide, tout en insistant sur son droit de souscrire des accords avec les pays du bloc en vue d'obtenir une aide financière et technique dans divers domaines. Au cours de la période considérée, un accord militaire a été signé avec l'URSS au début de 1962 et le Maroc a reçu de Pologne, à des fins économiques, un crédit de \$ 4,8 millions et de Tchécoslovaquie un crédit de \$ 0,4 million. Le bloc a manifesté à diverses reprises sa volonté d'accorder au pays des crédits importants pour le développement économique, mais jusqu'à maintenant l'accroissement de l'aide fournie par l'Occident et la prudence des autorités marocaines ont retardé l'acceptation d'une assistance importante de la part du bloc. Le nombre des experts du bloc se trouvant au Maroc est extrêmement faible et comprend essentiellement environ 22 techniciens militaires soviétiques qui sont chargés

de l'entretien des avions à réaction donnés au Maroc par l'URSS en février 1961. Le commerce extérieur du Maroc a continué à être essentiellement orienté vers l'Occident, la part du bloc représentant environ 6% du total du commerce du Maroc en 1961.

50. Le crédit octroyé par la Pologne au cours du premier semestre de 1961 était de \$ 4,8 millions à 3,5% d'intérêt, remboursable en sept ans; il doit être utilisé en principe pour couvrir les livraisons de machines et d'équipement, ainsi que l'aide technique, pour la construction d'une raffinerie de sucre de betteraves. Le crédit accordé par la Tchécoslovaquie est remboursable en cinq ans à 3% d'intérêt et il doit être utilisé pour le développement des ressources cuprifères du Maroc. Vers le milieu de 1962, cinq techniciens soviétiques avaient terminé les études préliminaires et topographiques en vue de la construction d'un chantier naval à Tanger. Jusqu'à présent le bloc n'a pas été invité à construire le chantier naval, bien que l'URSS ait offert à maintes reprises de le financer.

51. Les importations du Maroc en provenance du bloc (essentiellement des pays satellites européens) ont augmenté, passant de \$ 22,7 millions en 1960 à \$ 26,9 millions en 1961, soit près de 7% du total des importations. Ces importations comprennent les achats traditionnels de thé vert en Chine communiste. Les exportations à destination du bloc sont passées de \$ 16 millions en 1960 à \$ 17,6 millions en 1961, soit environ 5% du total des exportations marocaines. Le déficit de la balance commerciale du Maroc avec la Chine communiste s'est encore aggravé en 1961 en raison de l'accroissement des achats de thé vert par le Maroc, alors que les achats par la Chine communiste de phosphate marocain ont diminué, laissant un déficit d'environ \$ 5 millions pour l'année 1961, ce qui traduit les difficultés du commerce entre les deux pays.

52. Bien que le bloc ait légèrement accru son influence au Maroc au cours de la période comprise entre le milieu de 1961 et le milieu de 1962, grâce à l'octroi de crédits économiques et militaires de faible montant, les dirigeants du régime semblent avoir utilisé la présence du bloc dans le pays comme un contrepoids à l'opposition de gauche. En fait, cette opposition a critiqué le récent accord conclu avec l'URSS pour la livraison d'armes parce qu'il accroît les moyens de répression du régime en cas de troubles intérieurs.

REPUBLIQUE DE SOMALIE

53. Le gouvernement au pouvoir a quelque peu renforcé sa position en 1962 et réaffirmé sa politique fondamentale de non-alignement, mais en fait il a continué à témoigner de plus de sympathie pour l'Occident que pour le bloc. Bientôt le nombre des ressortissants des pays du bloc soviétique augmentera en Somalie à cause du programme d'aide économique de l'URSS, mais il semble peu probable que l'orientation de la Somalie subira des modifications sensibles dans un proche avenir. Après un premier crédit

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

soviétique de \$ 52,2 millions, un crédit supplémentaire a été accepté par la République de Somalie pour la construction d'une station de radiodiffusion sur ondes courtes de 50 kW, et de deux hôpitaux pour lesquels l'URSS fournira le personnel et des installations pour former du personnel autochtone. En décembre, l'URSS, comme tant d'autres pays, a envoyé des secours aux victimes des inondations, bien que ces secours aient été faibles comparés à ceux du Royaume-Uni et des Etats-Unis. En outre, la République de Somalie a reçu de la Tchécoslovaquie un crédit de \$ 4,2 millions. Aucun de ces crédits n'a jusqu'à présent été utilisé et, au cours du premier semestre de 1962, des accords complémentaires ont été signés en vue de l'utilisation des divers crédits accordés.

54. Les projets envisagés au titre du programme d'aide soviétique comprennent trois fermes d'Etat, un centre de formation agricole, diverses usines de traitement de produits alimentaires et le développement des ressources en eau. Les contrats définitifs n'ont pas encore été signés pour la construction d'un port en eau profonde à Berbera. Un projet de recherches géologiques proposé par l'Union soviétique a été repris par les Nations Unies; l'URSS a abandonné le projet de construction d'un barrage hydroélectrique sur le Djouba parce qu'elle aurait estimé que ce projet était trop ambitieux. Aucun projet n'a encore été mis au point en vue de l'utilisation du crédit tchèque, mais il est prévu qu'au titre du programme de dons de l'URSS la construction de deux hôpitaux, d'une école secondaire et d'une imprimerie commencera au cours du deuxième semestre de 1962. Une quarantaine de techniciens soviétiques et dix médecins se trouvaient dans le pays, semble-t-il, au cours du premier semestre de 1962. Environ 175 étudiants somaliens faisaient leurs études dans les pays du bloc, dont un peu plus de la moitié en URSS, une centaine dans les pays satellites européens et une trentaine en Chine communiste. Un certain nombre de ces étudiants sont retournés chez eux, déçus par leur expérience.

55. Les échanges commerciaux entre la République de Somalie et le bloc en 1961 ont été négligeables. De faibles quantités de coton et de cuirs et peaux ont été exportées en URSS, mais lorsque l'utilisation des crédits du bloc commencera, la République de Somalie exportera davantage de produits vers le bloc pour rembourser les crédits accordés.

56. D'une manière générale, l'Union soviétique met actuellement sur pied un programme d'aide bien conçu s'appliquant à des secteurs-clés et comprenant à la fois des projets d'utilité immédiate et des projets de développement à long terme. Leur mise en oeuvre nécessitera la présence dans le pays d'un assez grand nombre d'experts soviétiques pendant au moins trois ou quatre ans et une expansion considérable du secteur public de l'économie.

57. Il se peut que l'URSS envisage de fournir une aide militaire, mais le fait que les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Egypte multiplient leurs activités en République de Somalie devrait limiter la pression que pourrait exercer l'URSS grâce à son effort économique.

SOUDAN

58. Le Gouvernement a maintenu des relations satisfaisantes avec l'Occident tout en augmentant ses contacts avec le bloc. Le premier accord d'assistance technique et économique, qui fut conclu avec l'URSS, date de novembre 1961. Aux termes de cet accord, l'URSS aidera financièrement et techniquement à la construction de trois silos élévateurs pour céréales, quatre conserveries, et une fabrique de fibro-ciment et elle contribuera à la création de laboratoires de recherche expérimentale vétérinaire et agricole et d'une station expérimentale de sélection du coton. Les refus que le Soudan a opposés à des offres émanant de l'URSS concernant des centres de formation médicale et d'enseignement montrent que ce pays redoute un afflux de techniciens venant du bloc.

59. Au cours du deuxième semestre de 1962, le Gouvernement soudanais a accordé des droits d'atterrissage et de survol aux avions de ligne soviétique, facilitant ainsi la création de routes de l'Aeroflot à travers l'Afrique centrale et le long de la côte orientale du continent. Dès le milieu de 1962 cet accord avait été approuvé mais non encore suivi d'exécution.

60. Près de 25 techniciens soviétiques ont commencé la construction de silos à céréales et d'une laiterie. La plupart des projets proposés sont encore au stade des études techniques et aucun des crédits du bloc octroyés jusqu'à présent n'a été utilisé.

61. Les importations du Soudan en provenance du bloc sont passées de \$ 16,7 millions en 1960 à \$ 22 millions en 1961, soit pour chacune des deux années près de 9% des importations totales. Les exportations à destination du bloc se sont élevées en 1961 à \$ 24 millions, chiffre légèrement supérieur à celui de 1960 et équivalant à un peu plus de 13% des exportations totales.

TUNISIE

62. Depuis l'ouverture, à la fin de 1960, d'un crédit de \$ 8 millions par la Pologne, le bloc soviétique n'a pas cessé de poursuivre ses efforts pour accroître son influence en Tunisie. En août 1961, ce pays a accepté un crédit de \$ 28 millions offert par l'URSS, puis un crédit à long terme de \$ 10 millions offert par la Tchécoslovaquie. Dans le même temps, le bloc a manifesté un intérêt accru pour le commerce avec la Tunisie, bien qu'à la fin de 1961 la part du commerce tunisien avec le bloc ne dépassait pas 6% de son commerce total. Le nombre des techniciens du bloc employés en Tunisie atteignait environ 170 au premier semestre de 1962, dont près de 110 étaient tchèques, et environ 40 bulgares. L'accueil réservé par la Tunisie aux offres d'aide économique du bloc reste toujours tempéré par la prudence et le scepticisme et si la Tunisie a accepté l'aide soviétique pour démontrer son neutralisme, sa sympathie fondamentale à l'égard de l'Occident n'a pas varié.

63. Le crédit accordé par la Pologne en 1960 est réservé pour des projets comprenant une usine de traitement de betteraves à sucre, un chantier de construction de bateaux de pêche, une fabrique de parpaings en ciment et une usine de phosphates. Le crédit de l'URSS doit être utilisé pour la construction de six barrages servant à l'irrigation et pour la création d'un Institut Technique National à l'Université de Tunis. Les conditions de l'emprunt soviétique ont été critiquées dans la presse tunisienne (intérêt de 3% avec remboursement en douze ans en produits tunisiens choisis par l'URSS ou en monnaie convertible). Comme l'URSS n'a pas spécifié la nationalité du personnel de l'Institut Technique National, il aurait été envisagé de faire appel à des Américains ou à des Suédois pour occuper divers postes d'enseignants. Au cours du premier semestre de 1962 un contrat a été signé dans le cadre du crédit soviétique pour la construction d'un barrage sur l'Oued Kasseb. A la fin du premier semestre de 1962, aucun renseignement n'était encore disponible quant à l'utilisation du crédit de \$ 10 millions accordé par la Tchécoslovaquie.

64. Les efforts déployés précédemment par la Tchécoslovaquie dans le domaine de l'assistance technique et du commerce semblent avoir rencontré certaines difficultés au cours du second semestre de 1961, lorsque le Gouvernement tunisien a demandé le remplacement de tous les techniciens tchèques (qui avaient partiellement comblé le vide laissé par le départ des Français travaillant au Secrétariat aux Travaux publics), les accusant de se livrer à des activités politiques. Néanmoins, au cours du premier semestre de 1962, le nombre de techniciens tchèques dans le pays est passé à environ 110, dont 70 infirmières et médecins. Une quarantaine de techniciens bulgares, surtout des architectes pour la construction de maisons à bon marché et des urbanistes, seraient au travail en Tunisie dans le cadre de l'accord de coopération scientifique et technique conclu en 1961.

65. Les importations tunisiennes en provenance du bloc ont constamment augmenté depuis 1959, passant de \$ 4,2 millions à \$ 6,7 millions en 1960 et \$ 10,1 millions en 1961, plus de la moitié de ce commerce s'effectuant avec les pays satellites européens. Les exportations de la Tunisie à destination du bloc, qui atteignaient \$ 4,7 millions en 1959 et seulement \$ 3,9 millions en 1960, sont passées à \$ 7,8 millions en 1961. Le total des exportations tunisiennes n'a pas cessé de diminuer depuis 1958, atteignant environ \$ 110 millions en 1961, la part du bloc dans ce chiffre représentant 7%. Par contre, les importations totales de la Tunisie ont augmenté continuellement pendant la même période, atteignant près de \$ 210 millions en 1961, la part du bloc dans ce total représentant moins de 5%. Le commerce de la Tunisie avec le bloc est presque équilibré, alors que ce pays a un déficit commercial important avec le monde libre. Etant donné la diminution de ses réserves de change, il se peut que la Tunisie cherche à augmenter le nombre de ses accords commerciaux bilatéraux avec le bloc.

66. Jusqu'à présent l'utilisation des crédits du bloc a été négligeable et rien n'indique que le bloc ait concentré ses efforts sur un secteur particulier de l'économie tunisienne. Il s'est efforcé de diversifier son aide tout en utilisant des crédits à long terme liés à l'assistance technique et à la vente de biens d'équipement. Cependant, même si le bloc a réussi peut-être à s'implanter en Tunisie, il n'en demeure pas moins que ce pays reste tourné principalement vers l'Occident, aussi bien en matière d'aide que pour ses échanges commerciaux.

AUTRES PAYS D'AFRIQUE

UNION AFRICAINE ET MALGACHE

(Cameroun, République Centrafricaine, Tchad, Congo (Brazzaville), Dahomey, Gabon, Côte d'Ivoire, République Malgache, Mauritanie, Niger, Sénégal et Haute-Volta)

67. Depuis la création de l'Union, qui prévoyait une consultation mutuelle entre ses membres sur les questions de politique étrangère, le bloc s'est efforcé de développer les échanges commerciaux et de lancer des programmes d'aide, sans toutefois obtenir beaucoup de succès. Néanmoins, au cours du premier semestre de 1962, le Niger, le Dahomey et le Sénégal ont conclu des accords de commerce et d'assistance technique avec le bloc. Les premières offres du bloc qui aient bénéficié d'un accueil favorable émanaient de Tchécoslovaquie, de Pologne et d'URSS, ces pays ayant signé des accords commerciaux avec le Niger. Jusqu'à présent, aucun membre de l'Union africaine et malgache n'a encore accepté une aide financière des pays communistes.

68. A l'exception de la Côte d'Ivoire, du Gabon et de Madagascar, les Etats de l'Union africaine et malgache sont économiquement faibles, car la plupart de leurs exportations de base se composent de produits agricoles tropicaux qu'il est difficile d'écouler avec profit, sauf sur le marché français protégé. Le bloc communiste apparaît pour ces pays comme un important débouché éventuel pour des produits tels que les arachides, le café, l'huile de palme et les bananes. Toutefois, l'exemple du Cameroun a montré que le bloc soviétique ne constitue pas un marché stable pour les exportations africaines. Les pays satellites européens avaient développé leur commerce avec le Cameroun, absorbant 8% des exportations totales de ce pays en 1958 et 1959. Or, les importations par le bloc de produits camerounais sont tombées à moins de 3% en 1960 et elles ont encore diminué en 1961. Des tendances analogues se sont manifestées dans d'autres Etats de l'Union.

69. Il est encore trop tôt pour évaluer dans quelle mesure les pays appartenant à ce groupe consentiront à nouer des relations avec le bloc. La plupart d'entre eux ont déjà opté pour le neutralisme en politique étrangère et ils se sont aperçus qu'un des moyens de s'attirer l'attention de l'Occident et de profiter de son aide consiste à renforcer leurs relations avec l'Est. Le rôle accru joué par le Marché Commun, et l'éventualité que les Etats-Unis

s'intéressent à eux dans le domaine de l'aide et du commerce représentent des éléments importants qui ne manqueront pas d'influencer sur l'orientation économique future des pays membres de l'Union Africaine et Malgache.

ASIE

AFGHANISTAN

70. Au cours de la période considérée, si l'on excepte Cuba, l'Afghanistan est, parmi les pays du monde libre, celui où l'URSS a remporté les succès les plus impressionnants. Les nouveaux crédits soviétiques octroyés au cours de la période d'un an se terminant le 30 juin 1962 ont plus que doublé le total de l'aide financière accordée depuis le début de 1954. Plus de \$ 0,5 milliard a été engagé au titre de l'aide économique soviétique depuis 1954. Le programme d'aide militaire de l'URSS en Afghanistan a continué à se développer et le pays est maintenant complètement tributaire de l'URSS pour la fourniture d'équipements militaires et pour l'instruction des forces armées; selon certaines sources, plus de 2.300 experts soviétiques se trouvaient dans le pays au cours du premier semestre de 1962; c'est là le plus grand nombre d'experts soviétiques employés dans un seul pays, et plus de la moitié de l'ensemble des échanges commerciaux de l'Afghanistan se fait maintenant avec l'URSS.

71. La crise entre l'Afghanistan et le Pakistan et l'interruption du trafic frontalier ont ralenti la réalisation des projets d'aide émanant des Etats-Unis et de la République Fédérale d'Allemagne et ont perturbé les échanges bilatéraux importants entre l'Afghanistan et l'Inde. Le sauvetage spectaculaire d'une partie de la récolte de fruits de l'Afghanistan, qui revêt pour ce pays une importance vitale, grâce à un pont aérien organisé par l'URSS, a considérablement renforcé la confiance qu'éprouvent les Afghans dans la solidité du système économique soviétique.

72. En octobre 1961, l'Afghanistan a accepté deux crédits soviétiques d'un montant total de \$ 196 millions et, au cours du premier semestre de 1962, un autre crédit de \$ 100 millions. Cette aide a été fournie à des conditions extrêmement généreuses, avec des périodes d'amortissement de 30 à 50 ans pour les crédits importants, et à un taux d'intérêt de 2% ou, dans certains cas, sans aucun intérêt. Le remboursement du crédit principal ne commencera que 25 ans après que les fonds auront été utilisés, ce qui permettra à l'Afghanistan de s'acquitter des dettes contractées antérieurement à l'égard de l'URSS avant de rembourser les nouveaux crédits. Près de \$ 360 millions, comprenant le report de \$ 58 millions au titre du premier plan quinquennal, sont disponibles pour le deuxième plan quinquennal, dont la réalisation a commencé en mars 1962 et qui a été conçu avec l'aide de 25 économistes soviétiques.

73. Les travaux inscrits dans le second plan et qui bénéficieront de l'assistance soviétique intéressent surtout certains secteurs tels que l'énergie hydroélectrique, les routes, le développement de l'irrigation et des recherches pétrolières, comme ce fut le cas pour le premier plan quinquennal. En outre, une aide soviétique est maintenant accordée à l'enseignement, à la formation technique, à l'agriculture, au logement, à l'urbanisme et aux travaux géologiques. Il semble que l'URSS ait particulièrement insisté pour que l'Afghanistan accepte la création d'un institut polytechnique qui pourra ultérieurement former 300 ingénieurs par an.

74. Les dirigeants de l'Afghanistan ont été favorablement impressionnés par la rapidité et l'efficacité avec lesquelles le bloc a mis sur pied et exécuté la plupart de ses projets. En mai, la deuxième usine de ciment construite par la Tchécoslovaquie a été achevée dans le nord-est du pays. Tous les travaux réalisés grâce au crédit tchèque de \$ 5 millions accordé en août 1954, y compris une fabrique de conserve de fruits située dans le sud de la partie centrale de l'Afghanistan, sont maintenant terminés. Des progrès ont été accomplis dans l'exécution de tous les projets conçus par le bloc, sauf dans les recherches pétrolières et dans la construction de la route et du tunnel de Salang, les travaux ayant été suspendus pendant l'hiver. Les techniciens n'ont pas trouvé de gisements qui pourraient être exploités sur le plan commercial et les perspectives d'avenir ne sont pas très favorables. Les équipes de forage ont cependant découvert un champ de gaz naturel qui offrira peut-être certaines possibilités d'exploitation commerciale. Les Soviétiques construisent la route reliant Kandahar, dans le sud de la partie centrale du pays, à la ville soviétique de Kouchka. Le Gouvernement de l'Afghanistan a continué à s'opposer aux pressions exercées par l'URSS en vue d'installer plusieurs fermes d'Etat mécanisées qui exigeraient l'entrée dans le pays d'un contingent supplémentaire de près de 2.000 techniciens soviétiques.

75. Les forces armées de l'Afghanistan atteignent plus de 100.000 hommes; elles sont dotées de matériel soviétique. Depuis le milieu de 1961, les livraisons de certains matériels pour les forces terrestres, y compris des chars T.54, se sont poursuivies et l'aérodrome militaire qui est situé près de Shindand dans l'Afghanistan occidental, où pourront atterrir les plus gros appareils militaires, est presque terminé. D'autres conseillers militaires soviétiques de rang élevé ont commencé à arriver après la visite du Maréchal Sokolovski en Afghanistan en octobre 1961.

76. La fermeture de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan a comporté des avantages commerciaux supplémentaires pour le bloc. Le pont aérien soviétique a permis de sauver une partie de la récolte de fruits de l'Afghanistan, qui normalement, est consommée en Inde et au Pakistan. Bien que les données concernant le commerce extérieur de l'Afghanistan soient fragmentaires, il est généralement admis qu'en 1961 le volume global du commerce

de l'Afghanistan avec l'URSS a atteint à peu près le même niveau qu'en 1960 (\$ 49 millions), ce qui pourrait se traduire par un pourcentage compris entre un tiers et la moitié (selon diverses sources) du commerce extérieur total de l'Afghanistan. Au début de 1962, l'accord de base entre l'Afghanistan et l'URSS, concernant les échanges commerciaux et les paiements, a été renouvelé pour la onzième fois; il prévoit une certaine augmentation des échanges commerciaux et l'importation de biens de consommation soviétiques d'une valeur de \$ 12 millions, dont la contrevaletur en monnaie locale est nécessaire à l'exécution des projets d'aide économique de l'URSS. De nouveaux protocoles de commerce ont été également signés avec la Tchécoslovaquie et la Pologne, mais les échanges avec ces pays seront peu importants. Le bas prix des produits soviétiques stimule les ventes.

77. Bien que le Gouvernement afghan semble décidé à empêcher que la querelle avec le Pakistan compromette ses relations avec l'Occident, l'influence de l'URSS s'est accrue d'une manière considérable; la dépendance du pays à l'égard de l'URSS dans les domaines de la défense et du commerce extérieur, jointe aux difficultés considérables dues à l'importance de l'endettement du pays qui résulte de l'aide économique du bloc utilisées jusqu'à présent - au total près de \$ 155 millions au milieu de 1962 - ont encore limité les moyens d'action dont dispose l'Afghanistan pour maintenir sa politique de non-alignement. L'URSS a poursuivi ses efforts pour renforcer sa pénétration dans le pays en facilitant l'enseignement du russe, tant à l'Université de Kaboul que par des cours destinés aux officiers afghans et au personnel du Ministère afghan de l'Information. Tant que les difficultés résultant de la tension entre l'Afghanistan et le Pakistan ne seront pas résolues, il semble vraisemblable que l'influence de l'URSS dans le pays continuera à se renforcer.

BIRMANIE

78. Au cours des premiers mois de 1962, la Birmanie a, une fois de plus, fait l'expérience d'un coup d'Etat militaire; les premiers événements qui ont suivi le changement de gouvernement ont semblé marquer un désavantage pour le monde libre, dont les programmes d'assistance ont été interrompus. Aucun nouveau crédit n'a été accordé par le bloc à la Birmanie, mais la mise en oeuvre du crédit de \$ 84 millions accordé en 1961 par la Chine communiste a consolidé le rôle de ce pays comme principal fournisseur de l'aide économique à la Birmanie. Le commerce de la Birmanie avec le bloc, bien qu'il ait augmenté considérablement en 1961, a connu des difficultés résultant du déséquilibre entre les exportations de riz à destination du bloc, qui sont importantes, et les importations en provenance du bloc.

79. Près de la moitié du crédit accordé par la Chine communiste a été consacré à la réalisation de certains projets, tels qu'une fabrique de contreplaqué, une sucrerie, plusieurs cimenteries, une usine de textiles, une usine de pneumatiques pour bicyclettes, un pont sur le Salouen, deux petites centrales

hydroélectriques et une route de 265 milles de long. En mars 1962, une Commission sino-birmane, chargée de la mise en oeuvre des accords de coopération économique et technique a été créée. Les Birmans avaient, espéré, semble-t-il, qu'une partie du crédit de la Chine pourrait être consacrée au secteur agricole, mais ils furent avisés en septembre 1961 que les produits tels que les engrais, les machines agricoles et les pompes pour l'irrigation n'étaient pas disponibles. La Birmanie éprouve également certaines difficultés dans l'achat de tracteurs en Union soviétique et elle s'est efforcée d'obtenir de l'URSS l'autorisation d'acheter des tracteurs tchèques, éventuellement avec l'aide d'un crédit soviétique.

80. Les trois "dons" de l'URSS (un institut technique, un hôpital et un hôtel) ont été officiellement remis à la Birmanie en juillet 1961, mais à la mi-1962, l'hôtel n'avait toujours pas ouvert ses portes. Une firme israélienne a accepté de gérer l'hôtel, mais elle a réclamé des modifications entraînant un coût supplémentaire de \$ 200.000 avant que l'établissement puisse commencer à fonctionner.

81. Selon certaines informations, une soixantaine de techniciens du bloc travaillaient dans le pays au titre de l'aide économique, pendant le premier semestre de 1962, les deux-tiers venaient de la Chine communiste, le reste de l'URSS. En plus des travaux topographiques concernant la construction de plusieurs usines à l'aide du crédit pourvu par la Chine communiste, ils étudiaient également les possibilités d'agrandissement de l'aciérie d'Insein. Les vingt techniciens soviétiques comprenaient dix docteurs qui travaillaient dans l'hôpital donné par l'URSS, et dix spécialistes employés à l'institut technique. Environ soixante-dix étudiants birmans se trouvaient dans les pays du bloc (la moitié en URSS, la moitié dans les pays satellites européens). L'URSS a offert en plus dix bourses d'études à l'Université de l'Amitié Patrice Lumumba à Moscou et quelques étudiants birmans pourront commencer un stage de formation technique en Chine communiste lorsque l'accord économique sera mis en oeuvre.

82. Le commerce de la Birmanie avec le bloc a augmenté fortement en 1961 par rapport au niveau atteint en 1960 par suite des exportations considérables de riz à destination de la Chine communiste. Les importations de la Birmanie en provenance du bloc ont représenté \$ 26 millions en 1961 contre \$ 35 millions en 1960, soit près de 12% du total des importations de la Birmanie. Craignant de ne pouvoir écouler ses excédents de riz, la Birmanie a signé avec les pays du bloc des accords commerciaux qui n'ont pas toujours été à son avantage. En 1961, la Birmanie a exporté des produits d'une valeur totale de \$ 54 millions, soit près de 20% du total des exportations, comprenant principalement du riz à destination de la Chine communiste, contre seulement \$ 13,4 millions en 1960 et à peine plus de \$ 3 millions en 1959. Les ventes de riz dans les pays du bloc ont donné naissance à des balances qui pourront être difficiles à liquider et qui équivalent à l'octroi de crédits sans intérêt au bénéfice du bloc. Le solde débiteur de l'URSS a été

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

considérablement diminué par des livraisons de pétrole, mais le solde débiteur de la Chine communiste atteignait plus de \$ 14 millions au 30 avril 1962. Il en résulte que les exportations de riz de la Birmanie à destination de la Chine communiste en 1962 ont été ramenées à 200.000 tonnes contre 350.000 en 1961. La Birmanie a, semble-t-il, insisté pour que le riz vendu à la Chine communiste le soit pour son propre usage plutôt que pour l'exportation dans d'autres pays tels que Cuba et Ceylan; en effet, dans le passé, les exportations de riz à destination du bloc ont souvent été réexpédiées vers d'autres destinations. La Chine communiste a en général utilisé le riz birman pour payer ses importations de caoutchouc de Ceylan et rien n'indique qu'elle ait l'intention de mettre fin à cette pratique qui est devenue habituelle.

83. Bien que la position de l'Occident ait pu être affaiblie par la venue au pouvoir du Général Ne Win, on ne saurait prétendre que le bloc ait remporté beaucoup de succès en Birmanie au cours de la période considérée. Les dons de l'Union soviétique ont suscité plus d'embarras que de satisfaction, tandis que les accords concernant l'octroi de prêts sans intérêt par la Chine communiste n'en sont qu'au stade des études préliminaires. La Birmanie s'est aperçue que même si le bloc sino-soviétique peut être un marché appréciable pour ses produits agricoles, il n'offre pas une source satisfaisante d'approvisionnement pour le type d'équipement et de machines dont le pays a le plus grand besoin.

CAMBODGE

84. Depuis le rapport précédent, le Cambodge n'a reçu aucune nouvelle aide du bloc, bien que le Gouvernement cambodgien ne semble devoir élever aucune objection contre l'expansion des programmes de commerce et d'aide du bloc. Jusqu'à maintenant, près de \$ 70 millions de crédits et de dons ont été accordés par le bloc. La Chine communiste est la source principale de l'aide financière du bloc: ses dons représentent environ \$ 60 millions; le reste comprend les crédits et dons accordés par l'URSS et les crédits octroyés par la Tchécoslovaquie. Sur ce total, plus de \$ 30 millions avaient déjà été utilisés à la fin du premier semestre de 1962.

85. Parmi les projets achevés, les deux plus réussis furent l'hôpital soviétique de Pnom-Penh et l'usine textile de Kompong Cham construite par la Chine communiste. Les levés topographiques commencés en 1957 et le chemin de fer Pnom-Penh - Sihanoukville construit par des équipes chinoises ont été achevés et les techniciens ont quitté le Cambodge. La construction d'une station radio a été achevée en septembre 1961, ainsi que des travaux préliminaires concernant l'aciérie qui doit être construite avec l'aide de la Chine. La cimenterie en cours de construction a été retardée par suite de différends entre les techniciens chinois et le premier directeur cambodgien, qui a été remplacé avant la fin de 1961. Le 2 mai 1962, l'Ambassadeur de l'URSS a présenté

la maquette et les plans de l'institut technologique de Phnom-Penh dont la construction se poursuit activement. Après des négociations prolongées, un accord a été conclu à la fin de 1961 avec la Tchécoslovaquie en vue de la construction de trois petites usines proposées en novembre 1960. Des machines et de l'équipement, estimés à \$ 4,6 millions, seront fournis, grâce à un crédit consenti par la Tchécoslovaquie, pour une raffinerie de sucre, une usine de pneumatiques et une usine de montage de tracteurs. En décembre 1961, la Tchécoslovaquie a accepté de livrer au Cambodge trois générateurs de 6.000 kW au titre d'un crédit de quinze ans d'un montant de \$ 3,4 millions. A la fin de 1961, la Tchécoslovaquie a reçu un contrat pour construire à crédit une usine de cartouches produisant des munitions pour armes portatives. Plusieurs projets ayant été menés à bien au Cambodge, plus de 140 techniciens du bloc ont quitté le pays, mais environ 170 y séjournent encore dont plus de cent Chinois et une cinquantaine de Soviétiques. L'URSS a accepté de prolonger de deux ans les fonctions de 25 spécialistes soviétiques affectés à l'hôpital et de continuer à fournir gratuitement les produits pharmaceutiques et chimiques nécessaires.

86. Les échanges commerciaux du Cambodge avec le bloc ont brusquement fléchi, passant de \$ 21 millions en 1960 à \$ 16 millions en 1961. Les importations sont tombées de \$ 14,4 millions à \$ 12,3 millions, tandis que les exportations à destination du bloc étaient réduites de moitié passant de \$ 7 millions à \$ 3,5 millions, ce qui a eu pour effet d'aggraver le déficit commercial important que le Cambodge a accumulé dans ses opérations commerciales avec le bloc. La part des pays communistes dans le total des échanges du Cambodge est restée à peu près la même en 1961, soit environ 12%. Au cours de la période considérée, la Tchécoslovaquie a organisé une grande exposition commerciale à Phnom-Penh en février 1962 et les équipements industriels et agricoles, ainsi qu'un large éventail de biens de consommation, ont été vendus sur le marché local après la fin de l'exposition. La Tchécoslovaquie semble être résolue à maintenir sa présence dans le pays et, selon certaines informations, elle envisagerait d'envoyer régulièrement des navires dans le port de Sihanoukville. Un tiers du riz destiné à l'exportation en 1962 a été acheté par la Tchécoslovaquie et l'URSS à des prix qui seraient supérieurs d'environ 20% aux prix à l'exportation pratiqués dans le pays.

87. En dépit de certaines difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre de l'aide du bloc, il semble que celle-ci, grâce aux déclarations officielles et à la presse cambodgienne, ait bénéficié d'une publicité plus large et d'un accueil plus favorable que l'aide de l'Occident. L'aide sino-soviétique a été jugée plus "désintéressée" que l'aide de l'Occident et il semble que le Cambodge refuse de lier les initiatives prises par le bloc avec les objectifs politiques communistes au Cambodge. Néanmoins, le Cambodge n'a pas accepté d'aide militaire de la part du bloc et rien n'indique que le gouvernement soit disposé à accepter les canons antiaériens et les chasseurs à réaction proposés par la Tchécoslovaquie et l'URSS.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

CEYLAN

88. Le bloc sino-soviétique a fait de vigoureux efforts pour profiter des difficultés politiques et économiques intérieures dont Ceylan fait actuellement l'expérience. Les tentatives faites en vue d'utiliser des relations économiques étroites pour promouvoir des objectifs politiques ont atteint leur point culminant lorsque l'Ambassadeur de l'URSS a déclaré publiquement, en novembre 1961, que l'aide de l'URSS à Ceylan était liée à la politique étrangère des deux pays. Pour parer aux critiques émanant de l'opposition, le Gouvernement cingalais s'est efforcé d'accélérer l'exécution du programme d'aide économique du bloc, qui avait pris du retard depuis l'ouverture d'un crédit de \$ 30 millions par l'URSS en février 1958. Pour s'occuper des importations et de la distribution des produits pétroliers, le Gouvernement a créé une société nationale qui a conclu des accords avec l'URSS et la Roumanie en vue de l'achat de produits pétroliers; il a également fondé une société chargée de mettre en oeuvre et d'exploiter le laminoir de tôles d'acier qui doit être construit avec l'aide soviétique, ainsi qu'une société nationale de travaux publics destinée à concevoir et réaliser des projets dans le secteur public, dont certains seront partiellement financés avec l'aide de crédits soviétiques.

89. Ceylan n'a pas bénéficié de nouveaux crédits du bloc au cours de l'année considérée, mais sur un montant total de \$ 58 millions mis à la disposition de Ceylan et comprenant essentiellement un crédit de \$ 30 millions accordé par l'URSS et un programme d'aide de la Chine communiste s'élevant à \$ 26 millions, différents contrats ont été signés. Jusqu'au milieu de 1962, les progrès ont été lents, \$ 6,1 millions seulement ayant été jusqu'à présent utilisés. Dans le cadre du programme d'aide soviétique deux projets doivent être mentionnés: \$ 6,8 millions réservés à la construction d'un laminoir pour tôles d'acier et \$ 5,9 millions pour une usine de pneumatiques et de chambres à air appartenant à l'Etat, qui doit être achevée en 1965. L'URSS a renoncé à six des seize projets primitivement inclus dans l'accord d'aide économique de 1950. Si la totalité des crédits de \$ 30 millions n'est pas utilisée avant l'expiration de l'accord, c'est-à-dire en 1963, le solde pourra être fourni sous forme de marchandises, les recettes provenant de la vente de celles-ci pouvant être utilisées par Ceylan pour financer sur place les dépenses afférentes aux travaux soviétiques en cours.

90. En mai 1962, la Chine communiste a renouvelé pour une nouvelle période de cinq ans l'accord d'aide comprenant un don de \$ 15,8 millions accordé en septembre 1957 et l'ouverture de crédits de \$ 10,5 millions octroyés en septembre 1958. Il semble que la Chine communiste construira une usine textile et fournira une grande quantité de matériel roulant pour les chemins de fer de Ceylan qui appartiennent à l'Etat. Certaines critiques ont été exprimées au sujet de l'aide fournie par

le bloc en raison des résultats obtenus dans la plantation de canne à sucre de Kantali, qui n'a pu atteindre ses objectifs de production; des inquiétudes se sont manifestées par ailleurs quant à la possibilité pour Ceylan d'assurer le service des emprunts qu'elle a contractés auprès du bloc, mais ces considérations n'ont pas modifié le désir du gouvernement de renforcer les liens économiques avec le bloc.

91. Environ 35 techniciens civils du bloc, dont vingt soviétiques, travailleraient actuellement dans le pays, ce qui tient au fait que la cadence d'exécution des programmes d'aide économique du bloc a jusqu'à présent été très lente.

92. Le total du commerce de Ceylan avec le bloc a atteint environ \$ 52 millions en 1961. Les exportations à destination du bloc ont diminué de 10% par rapport au niveau atteint en 1960 et les importations en provenance du bloc ont fléchi de 44% par rapport au niveau de 1960. A la suite de nouveaux accords commerciaux signés avec plusieurs pays du bloc, les échanges avec celui-ci augmenteront probablement d'une manière considérable en 1962. Ces accords prévoient l'achat par le bloc de près de la moitié de la production de caoutchouc brut de Ceylan et la presque totalité de la production de crêpe, alors que le bloc assurera vraisemblablement 25% des besoins de Ceylan en produits pétroliers au cours des prochaines années. La première cargaison de pétrole soviétique a été livrée à Ceylan en mars 1962. A la fin d'avril 1962, le Gouvernement a exproprié plus d'une centaine de postes à essence appartenant à des compagnies occidentales; ils seront gérés par la nouvelle société pétrolière cingalaise.

93. L'aspect le plus remarquable de la récente offensive économique sino-soviétique s'est donc manifesté dans le domaine du commerce; c'est là que le bloc a conquis une position extrêmement forte, notamment dans certaines industries-clés, telles que le pétrole, le caoutchouc et l'acier. Malgré l'insuffisance de progrès tangibles dans la réalisation des projets d'aide économique, qui a provoqué une certaine déception dans l'opinion cingalaise, le gouvernement continue à renforcer ses liens économiques avec le bloc.

INDE

94. Les relations de l'Inde avec les pays communistes continuent à emprunter les voies précédemment tracées : renforcement prudent des liens économiques avec le bloc soviétique et fléchissement sensible des rapports avec la Chine communiste. Parmi les faits les plus saillants, il convient de mentionner les achats en URSS d'hélicoptères et d'avions de transport, le contrat passé avec l'Union soviétique pour la fourniture à l'Inde de moteurs d'avions à réaction et l'offre soviétique concernant la livraison de deux escadrons de chasseurs MIG-21, et d'installations industrielles qui permettraient à l'Inde de construire d'autres appareils du même modèle. Les échanges de l'Inde avec l'ensemble du bloc ont continué à s'accroître, bien que le commerce avec la Chine communiste ait considérablement diminué en 1961 et sera probablement tout-à-fait inexistant en 1962.

95. Bien que la Tchécoslovaquie ait été le seul pays du bloc à avoir accordé un crédit supplémentaire de \$ 6 millions environ au cours du second semestre 1961, les crédits restant à la disposition de l'Inde pour réaliser son troisième Plan quinquennal s'élèvent approximativement à \$ 750 millions. A ce jour, sur un total de \$ 950 millions octroyés par le bloc (dont \$ 810 millions au moins proviennent de l'URSS), les crédits effectivement tirés atteignent moins de \$ 200 millions (dont \$ 175 millions prélevés sur les crédits soviétiques). L'aciérie de Bhilai, remise aux autorités indiennes au début de 1961, constitue jusqu'à présent la pièce maîtresse des grands travaux achevés; en février 1962, l'Inde a signé un contrat aux termes duquel l'URSS s'engage à faire passer la capacité de production de cette aciérie de 1 million à 2,5 millions de tonnes de lingots d'acier par an. Des retards dans la production et des problèmes de gestion et de main-d'oeuvre ont entravé le fonctionnement des aciéries construites par le Royaume-Uni (Durgapur) et la République Fédérale d'Allemagne (Rourkela), ce qui n'a fait que renforcer l'impression favorable créée dans l'opinion publique indienne par les résultats atteints à Bhilai.

96. La raffinerie de pétrole construite à Gauhati, dans l'Assam, avec l'aide de la Roumanie, a été inaugurée en janvier 1962, mais il est rapidement apparu que la qualité du brut produit par les puits de la région ne permet pas de le traiter avec le matériel installé dans cette raffinerie. C'est apparemment sur la base d'échantillons qui ne correspondaient pas aux qualités réelles des produits que l'on rencontre généralement dans cette région, que les Roumains ont conçu cette raffinerie.

97. Les autres projets importants jusqu'à présent réalisés en Inde comprennent deux cimenteries (une dans l'Assam et l'autre dans l'Etat de Madras), trois raffineries de sucre (la première dans l'Assam, la deuxième dans le Madras et la troisième au Pendjab), ainsi qu'une ferme mécanisée expérimentale dans le nord de l'Inde. Parmi les autres grands projets actuellement en cours d'exécution, seules la raffinerie de pétrole de Barauni et la fonderie-forge de Ranchi voient leur construction progresser de façon appréciable. Plusieurs nouveaux contrats concernant les industries sidérurgique, pétrolière, métallurgique, électro-énergétique et pharmaceutique ont été signés avec l'URSS, la Pologne et la Tchécoslovaquie.

98. En dépit des progrès accomplis, certaines inquiétudes ont été exprimées au sein du gouvernement et même du Parlement indiens en raison du laps de temps considérable qui s'écoule entre le moment où est annoncé l'octroi de crédits soviétiques et leur date d'utilisation effective; les retards qui sont intervenus dans la livraison du matériel soviétique destiné aux centrales électriques ont même contraint les autorités indiennes à réduire le chiffre de production assigné à ce secteur dans le troisième Plan quinquennal.

99. Le nombre de techniciens du bloc employés en Inde au cours du premier semestre de 1962 est tombé à quelque 665 personnes, alors qu'il était de 1.170 environ à la fin de 1959. 500 techniciens soviétiques environ travaillent encore à l'aciérie de Bhilai et dans plusieurs concessions de recherches pétrolières; les autres spécialistes du bloc sont des Tchèques (la fonderie-forge) et des Roumains (l'industrie pétrolière). Le comportement et les aptitudes de ces techniciens ont continué à impressionner favorablement les Indiens. Au cours du premier semestre de 1962, 200 techniciens indiens environ suivaient dans des pays communistes des cours relatifs aux techniques pétrolières et au fonctionnement des machines lourdes; un contrat récemment conclu avec l'URSS prévoit en outre la formation dans ce pays de 176 spécialistes indiens dans l'industrie pharmaceutique. En outre, les Soviétiques viennent de lancer un nouveau programme qui, aux termes d'un contrat signé en juin 1962 et relatif à un projet de centrale électrique, prévoit la formation sur place d'ingénieurs indiens avant leur envoi en stage en URSS. La Roumanie apprend à certains Indiens les techniques des raffineries de pétrole, et la Tchécoslovaquie forme les spécialistes qui auront la charge de la fonderie-forge.

100. Les échanges de l'Inde avec le bloc en 1961 représentaient 7% environ de l'ensemble du commerce extérieur de ce pays. Les importations en provenance du bloc sont passées de \$ 74,4 millions en 1960 à \$ 124,6 millions en 1961; cet accroissement est dû notamment aux livraisons prévues par le programme d'aide économique soviétique; pendant cette même période, les exportations de l'Inde vers les pays communistes sont passées de \$ 108,3 millions en 1960 à \$ 115,3 millions en 1961. L'URSS reste le principal partenaire commercial communiste de l'Inde, bien que les satellites européens dans leur ensemble aient augmenté leurs échanges dans les deux sens avec l'Inde à une cadence beaucoup plus rapide que l'URSS.

101. Les importations indiennes en provenance de la Chine communiste sont passées de \$ 6,8 millions en 1960 à \$ 3,7 millions en 1961; dans le même temps, ses exportations sont tombées de \$ 11,8 millions à \$ 0,4 million. Le traité commercial de 1954 avec la Chine de Pékin n'a pas été renouvelé, et d'autres mesures ont été prises pour réduire considérablement les activités commerciales de la Chine communiste en Inde.

INDONESIE

102. L'Indonésie a reçu une aide (tant économique que militaire) supérieure à toutes celles obtenues par les autres pays du monde libre. Ce pays est le principal bénéficiaire de l'aide militaire du bloc, dont le montant est d'environ \$ 1 milliard, alors que le total des crédits et des dons reçus, qui s'élèvent à \$ 640 millions la met en troisième rang, après l'Inde et l'Egypte. Le bloc a exploité la tension surgie entre l'Indonésie et les Pays-Bas à propos de la Nouvelle-Guinée occidentale pour

accroître son influence dans ce pays. Les envois massifs de matériel militaire soviétique se sont poursuivis tout au long de la période étudiée; un nouvel accord a été passé en 1962 avec l'URSS; il prévoirait un crédit de \$ 70 millions environ destinés à renforcer le potentiel militaire de l'Indonésie grâce à l'achat d'avions, de sous-marins, de fournitures navales, de navires et d'artillerie antiaérienne.

103. Sur le plan économique, la Pologne a accordé de nouveaux crédits s'élevant à \$ 36,5 millions (à rembourser en huit annuités portant un intérêt de 2,5%), la Hongrie a consenti un prêt de \$ 24 millions (remboursable en huit ans à 2,5% d'intérêt) et la Tchécoslovaquie un crédit d'un montant non révélé destiné à l'industrie extractive (remboursable en dix ans et portant 2,5% d'intérêt, avec la possibilité pour l'Indonésie de s'acquitter de sa dette en livrant des matières premières produites par les installations prévues dans le contrat, et de faire de nouveaux achats après remboursement du crédit).

104. L'URSS a signé des contrats concernant cinq projets prévus dans le cadre de crédits accordés précédemment; il s'agit d'un réacteur nucléaire de \$ 1,1 million dans la région de Djakarta, d'un laminoir de \$ 25 millions à construire dans l'ouest de Java, d'une usine de superphosphates d'une valeur de \$ 7,5 millions qui sera située dans la région centrale de cette île, de l'usine hydroélectrique polyvalente d'Asshan, dans l'île de Sumatra, et d'une aciérie à Kalimantan (Bornéo). La réalisation des autres projets soviétiques en cours s'est poursuivie; c'est ainsi que le stade de Djakarta a été terminé à temps pour les Jeux asiatiques. L'URSS aurait ouvert 45 kilomètres de pistes pour jeep à Kalimantan (Bornéo) sur un total de 600 km devant être achevés pour 1965. Le matériel destiné à la ferme mécanisée de Kalimantan serait également arrivé sur place.

105. Les crédits polonais ont jusqu'à présent été affectés uniquement aux études de projets à réaliser qui comprennent notamment une usine de montage de voitures de tourisme. La Pologne a procédé aux études relatives à la réorganisation de mines de charbon à Sulawesy (Célèbes) et à Sumatra; elle s'est engagée en octobre 1961 à fournir en 1963 un cargo de 10.500 tonnes, dont le coût, \$ 4 millions, doit être remboursé en sept ans à compter de la date de livraison de ce bâtiment.

106. En septembre 1961, la Hongrie a accepté de fournir, dans le cadre des crédits accordés, 200 autobus destinés aux Jeux asiatiques de 1962, et de construire à Semarang une usine d'ampoules électriques estimée à \$ 1,4 million.

107. En février 1962, l'Indonésie et la Tchécoslovaquie ont signé des accords prévoyant l'exécution de plusieurs projets d'exploitation minière entrant dans le cadre de l'accord de coopération économique de juillet 1960, d'un montant de \$ 30 millions.

Les travaux de prospection s'effectueront en deux temps : tout d'abord, étude des gisements de nickel et de cuivre de Sulawesi (Célèbes) : deuxièmement, recherches de minerais de cuivre, de plomb, de zinc, d'or et de manganèse dans l'ouest de Sumatra et à Java. Les dépenses qu'engagera la Tchécoslovaquie pour ces prospections et éventuellement pour l'extraction seront remboursées par des livraisons de minerais produits. Cette méthode de financement s'appliquera également à l'accord portant sur la recherche de ressources charbonnières à Sulawesi (Célèbes), si ces prospections permettent de découvrir des gisements carbonifères exploitables. Le solde des crédits tchécoslovaques, soit \$ 19 millions environ, est destiné à l'achat de 2.000 wagons de marchandises, de matériel pour centrale hydroélectrique, de machines pour une usine de pneus de bicyclettes, d'une sucrerie, d'une usine de montage de moteurs diesel, d'une fabrique de pneus de tracteurs, et à l'édification d'un centre de formation technique. Ces crédits viennent s'ajouter à ceux prévus dans les contrats signés en 1961 pour la construction d'une cimenterie d'une valeur de \$ 4,2 millions.

108. En janvier 1962, l'Indonésie et la Roumanie ont signé des accords affectant principalement au développement de l'industrie pétrolière une partie du crédit, d'une valeur de \$ 42,5 millions, accordés par la Roumanie en juin 1961. Ce crédit devra être remboursé en dix ans, à 2,5% d'intérêt. Outre le matériel destiné à l'industrie pétrolière, la Roumanie fournira, aux termes de ces accords, des machines et de l'équipement très divers destinés à d'autres industries.

109. Les deux-tiers du crédit de \$ 30 millions que la Chine communiste a ouvert à l'Indonésie en 1959 et renouvelé en juin 1961 serviront à la construction de six filatures et de sept usines de tissage; le remboursement de ces crédits s'échelonnara sur une période de douze ans avec un intérêt de 2%, les annuités commençant à courir deux ans après la construction des usines. Jusqu'à présent, six spécialistes des textiles sont arrivés de Chine communiste en juin 1962 afin de procéder à l'étude des projets prévus dans le cadre de ce crédit.

110. Le nombre des techniciens militaires en Indonésie s'est considérablement accru au cours du 1er semestre de 1962, dépassant même celui des experts civils, ce qui reflète bien l'ampleur donnée à l'exécution des accords militaires. Le nombre d'experts civils en Indonésie s'est également accru de façon sensible, puisqu'il est passé de 180 environ au milieu de 1961 à 410 à la fin du 1er semestre 1962. 400 d'entre eux sont des Soviétiques, dont 170 environ ont travaillé à la construction du stade des Jeux asiatiques et des installations annexes, 100 à la route en construction à Kalimantan et 20 à l'étude des ressources en phosphate et en soufre. Les autres travaillaient à l'établissement de rapports et études intéressant d'autres projets. Au cours du premier semestre 1962, la présence de 10 techniciens ressortissants de pays satellites européens était signalée en Indonésie. Le nombre des experts devrait s'accroître au cours des mois à venir, lorsque l'exécution du programme d'aide économique s'accélénera.

111. Les échanges entre l'Indonésie et le bloc se sont élevés en 1961 à \$ 68,8 millions pour les exportations indonésiennes et à \$ 69,2 millions pour les importations, ce qui marque une légère diminution par rapport à 1960. Selon certaines rumeurs, une partie importante des exportations d'étain et de caoutchouc de 1962 servira au remboursement des dettes contractées. Les livraisons d'étain destinées à rembourser les crédits soviétiques ont commencé en novembre 1961. En 1961, les échanges avec le bloc sino-soviétique entraînent pour environ 10% dans le total du commerce extérieur de l'Indonésie.

NEPAL

112. La Chine communiste assume de plus en plus le rôle principal dans la pénétration économique du bloc au Népal; selon les autorités de ce pays, la Chine ferait preuve d'une "générosité embarrassante" dans l'exécution de son programme d'aide. Elle a accordé une subvention complémentaire de \$ 9,8 millions pour les relevés topographiques, les machines et les techniciens nécessaires à la construction d'une route entre Katmandou et le Thibet, dont l'achèvement est prévu pour 1966. En revanche, l'attitude des Soviétiques s'est nettement durcie depuis le début de 1962. L'URSS a annoncé que tous les travaux de construction dont elle a la charge seront suspendus si le Gouvernement népalais ne dégage pas les crédits nécessaires pour couvrir les dépenses à régler en monnaie locale. L'URSS a terminé l'étude du tronçon de la route est-ouest qui lui avait été confiée, mais elle a refusé de relever le tracé des autres sections de cette route. Contrairement à la procédure précédemment employée, aux termes de laquelle toute l'aide du bloc au Népal consistait en dons, l'URSS a octroyé pour la première fois un prêt au Népal, d'une valeur de \$ 3 millions environ, destiné à financer les importations de produits soviétiques qui seront utilisés pour couvrir les besoins engendrés par l'augmentation du volume de la circulation en monnaie locale.

113. Parmi les cinq projets dont le coût de réalisation est couvert par la subvention soviétique de \$ 7,5 millions, l'hôpital de cinquante lits de Katmandou, qui est sur le point d'être achevé, est le seul à avoir enregistré un progrès notable. L'exécution des autres projets soviétiques a subi des retards qui s'expliquent surtout par les difficultés survenues avec la douane indienne, qui ont immobilisé du matériel à Calcutta. La Chine communiste a réussi pour la première fois à faire entrer dans le pays un nombre de techniciens suffisant pour faire démarrer tous les projets dont elle a la charge. Les études préliminaires du tracé de la route entre Katmandou et la frontière tibétaine et de la cimenterie de Hitaura sont achevées. Les plans de la tannerie-usine de chaussures sont en cours d'établissement et le premier des trois avions offerts gratuitement par la Chine est arrivé en mai 1962.

114. Le nombre de techniciens civils au Népal est passé de 55 (milieu de 1961) à 130 environ (milieu de 1962), dont 115 Chinois. Cent ressortissants népalais font des études universitaires dans des pays communistes (65 en URSS); 35 environ reçoivent une formation technique (25 en URSS).

PAKISTAN

115. Le Gouvernement ne s'est pas départi de son attitude essentiellement pro-occidentale, bien que l'accord conclu avec la Chine communiste pour délimiter provisoirement la frontière entre les deux pays indique que le Pakistan a tendance à exploiter la tension sino-indienne. L'arrivée de matériel et de techniciens soviétiques (actuellement au nombre de 80 environ) ainsi que le début des opérations de forage prévues dans l'accord sur les recherches pétrolières d'un montant de \$ 30 millions, constituent les seules activités importantes du bloc dans le domaine économique. Les Soviétiques sont toujours disposés à donner aux autorités du Pakistan occidental des conseils en matière de salinité et de drainage des sols, problèmes qui constituent l'une des principales préoccupations de ce pays dans le domaine agricole.

116. Les échanges dans les deux sens avec les pays communistes ont diminué en 1961 par rapport à 1960. Le pourcentage des échanges avec le bloc par rapport à l'ensemble du commerce extérieur du Pakistan ne dépassait pas en 1961 7% des exportations totales et 2% des importations totales.

AMERIQUE LATINE

BOLIVIE

117. Le problème de l'acceptation ou du refus des offres d'aide économique présentées par différents satellites européens et par l'URSS n'a cessé d'être au coeur des polémiques engagées en Bolivie depuis le milieu de 1961; le gouvernement s'est efforcé de gagner du temps, espérant que l'Alliance pour le progrès répondrait à ses besoins en matière de développement économique sans que la Bolivie ait à dépendre de l'aide du monde communiste; le gouvernement n'a cependant pu éviter de signer un contrat qui constitue le premier projet d'aide communiste en Bolivie.

118. L'accord passé avec la Tchécoslovaquie à la fin du premier semestre 1962 prévoit la construction dans la ville d'Oruro d'une fonderie d'antimoine, employant 220 personnes environ, et ayant une capacité de production annuelle de 3.600 tonnes d'antimoine pur. Le crédit accordé par la Tchécoslovaquie s'élève à \$ 1,9 million, remboursable en huit ans, à compter de 1966;

le prêt portera 5% d'intérêts et sera remboursé en antimoine produit par la fonderie. Cinquante techniciens tchèques collaboreront à la construction et à la gestion de cette usine, dont l'entrée en service est prévue pour la fin de 1964.

119. La Tchécoslovaquie a offert à plusieurs reprises de construire une fonderie de cuivre, dont le coût pourrait être remboursé par la livraison à la Tchécoslovaquie de la production totale de cette installation payée aux cours mondiaux; elle a également proposé de construire dans le sud-est de la Bolivie une sucrerie d'une valeur de \$ 3 millions, au moyen d'un crédit de dix ans portant 4% d'intérêts; d'une façon générale, elle s'est offerte à signer des accords de troc prévoyant l'échange de minerais boliviens contre des machines tchèques, et de maïs contre du matériel agricole. Toutes ces offres comportent une assistance technique pour l'établissement des plans et la réalisation des projets, et prévoient que la Tchécoslovaquie formera les techniciens boliviens chargés de faire fonctionner et d'entretenir les machines et le matériel livrés.

120. A ces offres est venue s'ajouter en 1962 une proposition suivant laquelle la Tchécoslovaquie aiderait la Bolivie à construire une voie ferrée entre Cochabamba et Santa Cruz, et à moderniser les lignes existantes, en permettant par ailleurs à un certain nombre de stagiaires boliviens de se rendre en Tchécoslovaquie pour se spécialiser dans le fonctionnement des chemins de fer.

121. De son côté, l'URSS a continué à offrir à la Bolivie de lui accorder des crédits de développement d'une valeur de \$ 150 millions, en proposant par ailleurs de fournir aux compagnies d'aviation boliviennes des turbopropulseurs soviétiques, dans le cadre d'un crédit de douze ans portant 4% d'intérêts et remboursable en monnaie locale, aucun paiement comptant n'étant exigé.

122. La Tchécoslovaquie et l'URSS se sont toutes deux efforcées d'accroître leurs échanges commerciaux avec la Bolivie. La Tchécoslovaquie a vendu à ce pays des automobiles Skoda et du matériel agricole, tandis que l'URSS a sollicité l'autorisation de présenter à La Paz une sélection de matériels industriels primitivement destinés à l'exposition de Rio de Janeiro; elle a également proposé d'établir une mission commerciale permanente dans la capitale bolivienne. Les autorités de La Paz ont rejeté ces deux propositions soviétiques. Malgré tous ces efforts, les échanges de la Bolivie avec le bloc restent négligeables.

BRESIL

123. Depuis la démission du Président Quadros en août 1961, l'accroissement des échanges économiques avec le bloc soviétique s'est considérablement ralenti. Les relations diplomatiques avec l'URSS ont été renouées en novembre 1961; le Ministre des Affaires étrangères a défendu cette reprise des contacts, en insistant sur les besoins de son pays en matière de développement économique et

sur l'importance que présentent pour le Brésil l'élargissement de ses débouchés et l'augmentation de ses exportations. Il semble également que les Soviétiques aient fait de l'échange de missions diplomatiques la condition sine qua non de toute contribution de leur part au programme d'industrialisation du Brésil.

124. Toutefois, jusqu'à la fin du premier semestre 1962, les espoirs suscités par la reprise des relations diplomatiques ne s'étaient pas matérialisés, bien que d'après certaines rumeurs, les Soviétiques aient été prêts à accorder une aide oscillant entre \$ 100 millions et \$ 1 milliard. Il semble que pour le moment le Gouvernement brésilien préfère attendre de voir quels sont les résultats qu'il peut obtenir de l'Alliance pour le Progrès.

125. Le bloc soviétique s'est offert à collaborer sous différentes formes à l'industrialisation de la région sous-développée du Nord-Est, mais une seule de ses propositions semble avoir retenu l'attention particulière des autorités brésiliennes. L'URSS a fait savoir qu'elle était prête à envoyer du matériel et à accorder une aide technique pour la construction d'une usine d'extraction du gaz à partir des gisements de schistes bitumineux brésiliens. Ce projet comporterait la conclusion d'un accord entre l'URSS et une compagnie pétrolière brésilienne privée. Il semble que l'URSS insiste sur ce projet d'ampleur relativement modeste, pour lequel elle a déjà procédé à des études en 1960, afin de démontrer la rentabilité de cette opération.

126. Jusqu'à présent, aucun grand projet d'assistance technique du bloc n'est en cours de réalisation au Brésil; il n'y aurait dans ce pays qu'une dizaine de techniciens ressortissant de satellites européens.

127. Les échanges entre le Brésil et le bloc ont été marqués entre 1960 et 1961 par une diminution de 10% des importations brésiliennes, qui n'a pas été compensée par l'accroissement de (5%) des exportations vers le bloc; le commerce du Brésil avec ces pays s'est élevé à \$ 145 millions en 1961, soit approximativement 5% du total de ses échanges, alors que ce pourcentage était de 5,5% en 1960. L'ouverture d'une grande exposition de l'industrie soviétique inaugurée le 3 mai 1962 à Rio de Janeiro par le Ministre soviétique du commerce extérieur, a mis en relief les relations commerciales entre le bloc et le Brésil. Cette manifestation a été également marquée par la signature d'un protocole d'accord prévoyant de doubler en 1962 le montant des échanges atteint en 1961. L'URSS s'est engagée à acheter pour \$ 30 millions de café et diverses quantités de cacao, du riz, du coton et du tabac. De leur côté, les Brésiliens ont accepté de se porter acquéreurs de 300.000 tonnes de blé soviétique, de près de 400.000 tonnes de produits pétroliers, de machines et de matériel pour une valeur de \$ 10 millions. Il a également été décidé de conclure un nouveau traité de commerce et de paiements à long terme, à la place de celui qui vient à expiration à la fin de 1962.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

128. L'exposition de l'industrie soviétique, la plus importante, dit-on, de toutes celles qui ont été organisées à l'étranger en 1962, aurait permis des ventes de produits soviétiques s'élevant à \$ 25 millions. Cette exposition qui a été ouverte pendant 30 jours, aurait attiré 500.000 visiteurs. Il semble que ceux-ci aient été impressionnés par l'équipement technique et les grosses machines, mais non par les biens de consommation soviétiques.

129. Un attaché commercial tchèque réside depuis le début de l'année à Recife. Ses efforts ont porté essentiellement sur la promotion des ventes de machines destinées aux nombreuses usines textiles de la région; il s'est également efforcé d'accroître les ventes de voitures, camions et autobus Skoda. Après un voyage en Pologne du Ministre des Affaires étrangères du Brésil, les deux pays ont entamé des négociations sur un nouvel accord commercial visant à doubler le montant des échanges atteint en 1961. Il semble que la Zone d'occupation soviétique d'Allemagne ait été moins heureuse dans ses offres de vente de matériel téléphonique au Brésil. L'importance des contrats commerciaux passés avec la Chine communiste est insignifiante malgré l'approbation en 1961 d'un nouvel accord de paiement extrêmement optimiste.

CUBA

130. La situation économique de ce pays n'a cessé de s'aggraver depuis le milieu de 1961. Une campagne sucrière décevante et l'inexpérience des planificateurs et des administrateurs ont entraîné un déclin général de la production industrielle, et l'on estime que la consommation alimentaire par habitant a diminué de plus de 15% au cours des deux dernières années, ce qui traduit bien la rupture des anciens circuits commerciaux et de distribution. Cuba est de plus en plus tributaire des importations de produits de base, et le régime a dû demander au bloc soviétique de lui accorder une aide accrue afin de couvrir ses besoins économiques les plus urgents.

131. Grâce à l'aide militaire reçue du bloc, les forces armées cubaines comptent parmi les plus redoutables de toute l'Amérique latine. Les livraisons de matériel de guerre jusqu'à la fin de 1961 ont eu pour effet d'accroître de \$ 100 millions au moins le potentiel militaire de l'île, et cette tendance s'est poursuivie à un rythme encore plus rapide au cours du premier semestre de 1962.

132. Les efforts visant à diversifier l'agriculture cubaine n'ont pas encore abouti, et l'économie reste très largement liée aux exportations de sucre. La production de sucre pour la campagne se terminant à la mi-juin 1962 s'est élevée à 4,8 millions de tonnes environ, alors que l'objectif prévu était de 5,4 millions, et la récolte de l'année précédente de 6,7 millions de tonnes. Les incidences négatives de la campagne sucrière sur le commerce extérieur se trouveront cependant atténuées du fait de l'existence

de stocks provenant des années précédentes. Les réserves atteignent 1,2 million de tonnes au début de 1962. De plus en plus, Cuba est contraint soit de réduire ses ventes de sucre au monde libre, se privant ainsi de devises convertibles qui lui font cruellement défaut, soit de diminuer les quantités achetées par le bloc soviétique à des prix supérieurs aux cours mondiaux.

133. Les efforts déployés par le bloc pour renflouer l'économie cubaine en perte de vitesse portent principalement sur les mesures d'urgence destinées à freiner la détérioration de l'industrie et à combler les déficits en biens de consommation, qui se sont révélés beaucoup plus graves qu'on ne l'avait prévu. Les investissements dans les nouvelles industries se sont poursuivis à un rythme très lent; sur le nombre considérable d'usines inscrites au plan, trois ou quatre petites installations seulement, construites avec l'aide du bloc soviétique, avaient commencé à produire au milieu de 1962. Toutefois d'autres étaient en construction et il semble que les travaux préliminaires intéressant plusieurs grands projets demandant une préparation prolongée aient commencé. Les experts soviétiques ont reconnu les emplacements destinés à l'implantation de deux usines de nickel; ils ont également achevé les plans de construction d'une grande raffinerie de pétrole. Le matériel nécessaire à trois centrales thermiques est en cours de fabrication en Tchécoslovaquie. La Pologne construit actuellement trois navires de 10.000 tonnes destinés à la marine marchande cubaine, et des techniciens polonais établissent les plans de deux chantiers navals. Les ingénieurs hongrois ont mis à l'oeuvr une grue flottante destinée au port de La Havane, qui doit être livrée avant la fin de 1962.

134. Malgré les retards intervenus dans l'exécution des projets du bloc prévus dans les plans d'industrialisation de Cuba, l'URSS a réaffirmé en avril qu'elle était bien décidée à contribuer à la réalisation du programme de développement économique de l'île, en annonçant qu'elle accordait à Cuba un nouveau crédit de \$ 100 millions. L'ensemble des crédits soviétiques (\$ 300 millions) sera affecté à la création de vingt nouvelles installations industrielles comprenant une raffinerie de pétrole, une grande aciérie, plusieurs fabriques d'outillage, deux centrales thermiques et deux usines de fabrication d'engrais. Etant donné les besoins pressants de Cuba en biens de consommation, une partie des crédits supplémentaires pourrait bien servir au financement des importations courantes. Dans l'ensemble, il est à peu près certain que Cuba ne recevra au cours des prochains mois que des quantités limitées de biens d'équipement soviétiques.

135. Les satellites européens, qui à la fin de 1960 avaient accordé \$ 97 millions de crédits, continuent à affecter à certains projets précis une partie des crédits qu'ils ont accordés à Cuba. La Tchécoslovaquie a signé un contrat de \$ 7,6 millions aux termes duquel elle s'engage à construire avant la fin de 1963 une cimenterie (capacité annuelle 500.000 tonnes). Un accord passé avec la Bulgarie prévoit que ce pays livrera des machines et du matériel et accordera une aide technique pour réaliser cinq projets industriels comprenant notamment la construction d'une fabrique de carbure de calcium.

136. Bien que la mise en oeuvre des programmes d'assistance du bloc à Cuba se soit effectuée à un rythme assez lent, le nombre de techniciens civils a continué à s'accroître rapidement. Leur nombre était estimé à 500 au milieu de l'année 1961, il atteignait 750 à la fin de cette même année et 950 au milieu de 1962. La plupart d'entre eux travaillaient à des prospections géologiques, dans l'industrie du nickel, à l'amélioration des techniques agricoles, tandis qu'un certain nombre de ces experts conseillaient le gouvernement cubain en matière de plans économiques. 600 de ces techniciens civils venaient d'Union soviétique, 300 de pays satellites européens et 50 de Chine communiste.

137. Le nombre de stagiaires cubains dans les pays communistes a continué à s'accroître rapidement. Au milieu de 1962, 1.700 Cubains environ faisaient des études universitaires dans les pays du bloc; par ailleurs, quelque 2.900 Cubains avaient reçu une formation technique. De nouveaux programmes de formation dans les pays du bloc sont prévus et un accord avec l'URSS prévoit que les établissements d'enseignement technique et universitaire soviétiques accueilleraient 800 Cubains par an. Le nombre des techniciens militaires du bloc travaillant à Cuba a été évalué à la fin du premier semestre 1962 à 400 personnes environ.

138. Certaines estimations optimistes prévoient que l'ensemble des échanges avec le bloc dépasserait en 1962 largement le chiffre de \$ 1 milliard, alors qu'ils n'ont atteint que \$ 875 millions en 1961, \$ 250 millions en 1960 et \$ 18 millions en 1959. Toutefois, en raison de sa mauvaise campagne sucrière, Cuba a été obligée de réviser le montant prévu pour ses exportations, et il a été annoncé officiellement en février que Cuba pourrait réduire ses ventes de sucre à l'Europe orientale. Afin de compenser la diminution de son pouvoir d'achat sur les marchés du monde libre, Cuba a essayé de rouvrir des négociations avec le bloc au sujet d'échanges commerciaux en 1962, afin d'obtenir des pays du bloc qu'ils consentent à accroître les fournitures (notamment en biens de consommation) qu'ils lui livrent à crédit. En mai 1962, le protocole d'accord révisé, signé à Moscou, a augmenté de \$ 50 millions le chiffre primitivement prévu pour les échanges en 1962. Cet accroissement devrait couvrir d'importantes quantités de denrées alimentaires ainsi que l'importation supplémentaire de véhicules à moteur, d'engrais et d'un pétrolier, qui devront être livrés pour le moins à crédit, sinon à titre gracieux, étant donné le pouvoir d'achat réduit de Cuba. Ces mesures auront pour effet d'accroître le coût de ce "modèle du développement socialiste" sur lequel l'Union soviétique a misé tout son prestige dans les Caraïbes.

AUTRES PAYS D'AMERIQUE LATINE

ARGENTINE

139. L'accord commercial entre l'Argentine et l'URSS, le dernier de tous ses accords bilatéraux avec les pays du bloc, est arrivé à expiration en 1962, l'Argentine étant encore en position créditrice. Bien qu'il y ait eu au minimum deux ventes importantes de

blé à la Chine communiste au cours du premier semestre 1962, les échanges avec le bloc sino-soviétique n'ont pas dépassé les chiffres peu élevés qui prévalaient depuis plusieurs années. Du matériel de construction et des machines ont été livrés dans le cadre du crédit soviétique de 1958. Aux termes des nouveaux accords passés à la fin de 1961, l'Argentine est autorisée à tirer sur ces crédits, dont \$ 68 millions sont encore disponibles, pour acheter du matériel et des machines destinés à la construction de routes, aux industries extractives et à l'agriculture. Jusqu'à présent, les livraisons ont porté principalement sur du matériel de construction routière et il est signalé que l'URSS a insisté pour que des techniciens soviétiques accompagnent les machines vendues.

GUYANE BRITANNIQUE

140. Depuis l'arrivée au pouvoir du Dr Jagan, le bloc soviétique a offert à plusieurs reprises d'aider la Guyane britannique à développer son économie. Toutefois, au milieu de 1962, un seul accord commercial avait été passé avec les pays du bloc soviétique; il prévoit l'exportation vers la Tchécoslovaquie de 3.000 tonnes de riz (d'une valeur estimée à \$ 1 million environ). Il semble que les Tchèques aient offert d'installer une tannerie, une usine de montage de véhicules à moteur et diverses usines destinées à fabriquer notamment des chaussures et du ciment. La zone d'occupation soviétique en Allemagne aurait offert de construire vingt autres usines en fournissant les techniciens nécessaires jusqu'au jour où les Guyanais seront en mesure de les faire fonctionner eux-mêmes. Ce satellite envisage également d'acheter dans ce pays de la bauxite, du café, du riz, du son et du bois. La Pologne et la Hongrie auraient offert depuis mars 1962 de commercer avec la Guyane britannique et de lui accorder une aide, mais au milieu de l'année 1962 aucune de ces offres n'avait été acceptée. L'URSS accorde à ce pays une aide dans le cadre du Programme d'assistance technique des Nations Unies. Au printemps 1962, deux géologues soviétiques ont entrepris une étude des ressources pétrolières de la Guyane.

URUGUAY

141. L'industrie de la viande de l'Uruguay a souffert d'une réduction de ses ventes en Europe occidentale. Profitant de ces difficultés, l'URSS et la Tchécoslovaquie ont essayé, au cours du premier semestre 1962, de reprendre place dans les échanges commerciaux de l'Uruguay en lui achetant de la viande de bœuf. Le commerce du bloc avec l'Uruguay avait en effet considérablement diminué au cours de ces dernières années, depuis que ce pays refusait d'acheter du pétrole soviétique en échange de sa laine, pour laquelle il trouvait des débouchés à l'Ouest. Les importations de l'Uruguay en provenance du bloc sont tombées de \$ 15 millions en 1960 à \$ 4,1 millions en 1961, alors que ses exportations augmentaient légèrement pour atteindre \$ 15 millions en 1961.

Le total des échanges de l'Uruguay avec le bloc ne dépasse pas 5% de l'ensemble du commerce extérieur de ce pays.

CHILI

142. En février 1962, l'Union soviétique s'est déclarée à nouveau intéressée par l'achat de 60.000 tonnes de cuivre et de produits de cuivre semi-ouvrés, mais les deux pays n'ont pu parvenir à un accord sur la liste de biens susceptibles d'être achetés par le Chili en URSS, ni sur le type de produits du cuivre acceptable par les Soviétiques. Ces derniers ont offert, au cours des négociations, d'aider le Chili à construire une fonderie de cuivre et une raffinerie de pétrole, mais cette offre n'a pas abouti à la signature d'un accord. La Pologne a conclu avec le Chili un accord de troc qui prévoit l'échange de 2 millions de litres de vin chilien contre 1.500 tonnes de beurre et 5.000 tonnes de farine de poisson.